

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 89 — 1144

24 AVRIL 1989. — Décret contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1989
 Dépenses d'éducation et de recherche (1)
 (Dépenses financées en application des articles 38, 61, 62 et 73 de la loi spéciale relative
 au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**CREDITS POUR LES DEPENSES COURANTES (TITRE I)
 ET POUR LES DEPENSES DE CAPITAL (TITRE II)**

Article 1^{er}

§ 1^{er} Il est ouvert pour les dépenses afférentes à l'année budgétaire 1989, les crédits s'élevant aux montants ci-après :

	(En millions de francs)		
	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Dépenses courantes (Titre I)	127 448,6	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	6 288,1	762,0	450,0
	133 736,7	762,0	450,0

§ 2. Les allocations de base qui résultent de la ventilation des crédits entre divisions organiques et programmes d'activités, telles qu'elles sont reprises dans les tableaux de moyens budgétaires du programme justificatif, font l'objet d'un suivi comptable.

§ 3. Lorsque la décomposition entre divisions organiques ou programmes est opérée dans les tableaux de moyens budgétaires, les Ministres, chacun en ce qui les concerne, ou le fonctionnaire qu'ils délèguent à cet effet, peuvent dans la limite de chacun des crédits ouverts au tableau de la loi, procéder à une redistribution des allocations de base.

§ 4. Le Contrôleur des engagements et la Cour des Comptes veillent à ce que les dépenses soient correctement imputées sur les allocations de base et à ce que ces dernières ne soient pas dépassées, compte tenu, le cas échéant, des redistributions opérées conformément au § 3.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes et aux dépenses de capital

ART. 2

Par dérogation à l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes :

1. Des avances de fonds d'un montant maximum de 10 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires des services administratifs du département, aux comptables des services extérieurs relevant de la Direction générale de l'organisation des Etudes et aux comptables des services à gestion séparée pour ce qui concerne les transports scolaires.

2. Des avances de fonds d'un montant maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties au comptable extraordinaire de l'Economat relevant de la Direction générale du Personnel, des Statuts et de l'Organisation administrative.

(1) Session 1988-1989.

Documents du conseil. — N° 4-III A, n° 1. Projet de décret. — N° 4-III A, n° 1 (annexe 1). Programme justificatif. — N° 4-III A, n° 2. Rapport. — N° 4-III A, n° 3 et 4. Amendements.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 24 mars 1989.

3. Des avances de fonds d'un montant maximum de 100 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires à charge des articles budgétaires relatifs au paiement des transports scolaires.

ART. 3

Par dérogation à l'article 14, premier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, les avances de fonds peuvent servir à payer les rémunérations, les allocations et indemnités de toutes espèces en faveur du personnel rétribué par la Communauté ainsi que les créances résultant de marchés n'excédant pas 100 000 francs.

Vu le caractère urgent des dépenses à prévoir et par dérogation à l'article 15 modifié de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, des avances de fonds peuvent être consenties au comptable chargé de la liquidation des secours et allocations à caractère social.

Le comptable extraordinaire de l'Enseignement fondamental est autorisé à payer au moyen des fonds avancés, l'intervention de la Communauté dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe et confiés par leurs parents soit à un internat de l'enseignement officiel subventionné soit à un internat de l'enseignement libre subventionné. En outre, il est autorisé à payer cette intervention sous forme d'avances trimestrielles.

En matière de transports scolaires, les avances de fonds peuvent servir à payer les créances, quel qu'en soit le montant, pour autant que les marchés aient fait l'objet d'un contrat.

ART. 4

Les dépenses afférentes aux frais de fonctionnement et d'équipement des écoles, des centres psychomédico-sociaux ainsi que des cabinets de consultation et d'inspection médicale scolaire établis sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne et à réaliser sur place par les services relevant de la Défense nationale, peuvent être effectuées conformément aux règles en vigueur dans la République fédérale et faire l'objet d'ordonnances d'ouverture de crédit quel que soit leur montant, au profit d'un comptable extraordinaire désigné par le Ministre de la Défense nationale de l'accord de l'Exécutif de la Communauté française.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

ART. 5

Les subventions-traitements des membres du personnel des enseignements préscolaire et primaire, secondaire, supérieur non universitaire, spécial et

de promotion sociale, des centres psychomédico-sociaux, peuvent être liquidés sous forme de dépenses fixes.

ART. 6

Les indemnités pour frais funéraires ainsi que les indemnités de naissance peuvent être liquidées de la même manière que les rémunérations des bénéficiaires.

(TITRE IV)

SECTION PARTICULIERE

ART. 7

Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au Titre IV du tableau joint au présent décret, sont évaluées à 13 689 900 000 francs pour les recettes et à 13 632 600 000 francs pour les dépenses.

ART. 8

Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au Titre IV du tableau annexé au présent décret est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des Comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du Ministre-Président sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

ART. 9

Par dérogation aux articles 14, premier alinéa, et 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, des avances de fonds d'un montant maximum de 50 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires chargés de la liquidation des subventions octroyées à charge du Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective ou des institutions chargées d'en assumer les missions ainsi que des dépenses de fonctionnement de toute nature et quel qu'en soit le montant, entraînées par la gestion dudit Fonds ou desdites institutions dans la mesure où ces dépenses concernent les compétences de la Communauté française.

AUTRES DISPOSITIONS SPECIALES

ART. 10

Le montant du minerval payé par les élèves et étudiants étrangers dont les parents ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement d'enseignement de la Communauté ou subventionné par la Communauté visé aux articles 58 et suivants de la loi du 21 juin 1986 concernant l'enseignement, doit être versé à un Fonds ouvert :

— pour les établissements de la Communauté, à l'article 66.21.A du Titre IV — Section particulière;

— pour les établissements officiels subventionnés, à l'article 66.22.A du Titre IV — Section particulière;

— pour les établissements libres subventionnés, à l'article 66.23.A du Titre IV — Section particulière.

Les recettes du fonds de l'article 66.21.A peuvent être réparties entre les différents établissements de la Communauté à gestion séparée à titre de dotation complémentaire.

Les recettes des fonds des articles 66.22.A et 66.23.A seront affectées au paiement des subventions de fonctionnement respectivement des établissements libres subventionnés.

Les recettes susvisées peuvent également servir à rembourser les dépenses à provenir de contentieux en la matière et relatifs à des obligations nées postérieurement au 1^{er} janvier 1989.

L'utilisation des moyens repris sous les articles précités est subordonnée à l'accord de l'Exécutif.

ART. 11

Les recettes provenant des abonnements pour le transport d'élèves avec des véhicules de la Communauté française, ainsi que des montants récupérés par le service juridique par suite d'accidents avec des véhicules de la Communauté gérés par le service des transports scolaires, peuvent être versées à un fonds ouvert sous l'article 66.26.A du Titre IV, Section particulière.

Les recettes du fonds seront affectées à l'entretien et à l'acquisition des véhicules de la Communauté gérés par le Service des Transport scolaires, au paiement de frais de transports d'élèves en application de la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service de transport scolaire, ainsi qu'à l'indemnisation des victimes ou de leurs ayants droit en cas d'accidents avec des véhicules de la Communauté.

ART. 12

Le produit de la récupération des salaires, traitements, subventions-traitements, allocations et accessoires du personnel de l'enseignement de la

Communauté ou de l'Etat et de l'enseignement subventionné, détaché en dehors de l'enseignement, et le produit des récupérations effectuées en remboursement de sommes indûment payées relativement aux dépenses de personnel en général, sont virées au Fonds ouvert à l'article 66.36 B du Titre IV — Section particulière.

Les recettes du Fonds seront prioritairement affectées au paiement des traitements et subventions-traitements du personnel des établissements d'enseignement de la Communauté et des établissements d'enseignement officiel et libre subventionné détaché en dehors de l'enseignement, ainsi qu'au paiement des arriérés de salaires, de traitements et de subventions-traitements (allocations et accessoires) du personnel enseignant des différents réseaux dans la mesure où ces arriérés concernent la période postérieure au 1^{er} janvier 1989. L'utilisation des moyens repris sous l'article précité est subordonnée à l'accord de l'Exécutif qui peut décider d'autres affectations.

ART. 13

Par dérogation à l'article 16, troisième alinéa, de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, les Ministres compétents peuvent autoriser les responsables de la gestion financière des écoles et des Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française à gestion séparée à procéder à la vente des objets mobiliers mis à leur disposition lorsque ceux-ci ne peuvent plus être employés.

ART. 14

Le produit des ventes de biens meubles et prestations diverses du département est viré au Fonds ouvert à l'article 66.37.A du Titre IV — Section particulière.

Les recettes du Fonds seront affectées à des dépenses relatives à l'activité du département moyennant l'accord de l'Exécutif.

ART. 15

Les Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat, provinciaux et communaux et le Fonds national de Garantie maintiennent leurs activités dans les conditions juridiques existantes telles que définies aux articles 19, 20 et 22 de la loi du 29 mai 1959, modifiés par l'article 73 § 4 de la loi 16 janvier 1989.

Pour l'année 1989, la dotation du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat s'élève à 1 575 millions de francs et la dotation du Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux s'élève à 550 millions de francs.

Le Fonds national de Garantie reçoit une autorisation de couverture d'emprunt de 1 320 millions de francs, dont 320 millions de francs sont réservés à l'enseignement officiel subventionné et 1 000 millions de francs sont réservés à l'enseignement libre

subventionné. L'utilisation de cette autorisation de couverture d'emprunt est strictement plafonnée dans les limites de la consommation du crédit de paiement prévu à l'article 41.20 de la section 40. Pour les années ultérieures, les subventions-intérêt seront prises en charge par les moyens normaux attribués au Fonds précité ou aux institutions qui en assumeront les missions.

Les dépenses des organismes visés à cet article s'effectuent dans la limite des moyens budgétaires mis à leur disposition, lesquels supporteront les dépenses de personnel, de fonctionnement administratif et général.

Des budgets seront établis pour le Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat et le Fonds des bâtiments scolaires Provinciaux et Communaux repris sous le présent article, ventilant l'ensemble de leurs recettes et de leurs dépenses qui concernent la Communauté française. Ces budgets seront soumis à l'approbation préalable de l'Exécutif de la Communauté française.

ART. 16

Les soldes disponibles au 31 décembre 1988, en moyens de paiement, sur les articles 60.02.A et 60.65.A de la Section particulière du budget de l'Education nationale du secteur commun aux régimes français et néerlandais, sont attribués, pour ce qui la concerne, à la Communauté française; ils sont versés au compte ouvert à celle-ci à l'Administration de la Trésorerie, sous la rubrique prévue, à cet effet, au budget des recettes, dans la partie afférente aux recettes affectées à l'enseignement et à la recherche en application des articles 38, 61, 62 et 73 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions.

Ces soldes sont, notamment, utilisés afin de financer les paiements afférents à des décisions de dépenses résultant d'engagements fermes et définitifs, antérieurs au 1^{er} janvier 1989, pris par le Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat et le Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux.

A cette fin, un crédit de 2 209,8 millions de francs pour le Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat ou pour les institutions qui en assumeront les missions et un crédit de 1 470,5 millions de francs pour le Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux ou pour les institutions qui en assumeront les missions sont respectivement ouverts aux articles 01.04 et 01.05 de la Section 81 du présent budget; ces articles alimentent les articles 60.51.A et 60.52.A de la Section particulière, enregistrant les opérations relatives aux charges du passé résultant des engagements évoqués à l'alinéa précédent, pour les constructions relatives à l'enseignement du régime linguistique français actuellement de compétence de la Communauté.

Les crédits d'alimentation du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat ou du Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux ou des institutions qui en assumeront les missions et repris aux articles 01.01 et 01.02 de la Section 81 sont, avant leur transfert à la Section particulière, réduits du

montant des dépenses engagées antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret sur les soldes disponibles au 31 décembre 1988.

ART. 17

Les soldes disponibles en moyens de paiement au 31 décembre 1988 sous les articles 60.21.A, 60.40.A, 60.44.A, 60.45.A, 60.46.A de la Section particulière du budget de l'Education nationale du secteur français pour 1988 sont, par application de l'article 73 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions, attribués à la Communauté française; ils sont versés au compte ouvert à celle-ci à l'Administration de la Trésorerie, sous la rubrique, prévue à cet effet, au budget des recettes, dans la partie afférente aux recettes affectées à l'enseignement et à la recherche en application des articles 38, 61, 62 et 73 de la loi spéciale sur le financement des Communautés et des Régions.

Ces soldes doivent financer l'alimentation d'articles de même numérotation repris à la Section particulière du présent budget et font l'objet d'inscription de crédits, à cette fin, respectivement sous les articles 41.03, 61.06, 21.02, 44.06 et 44.05 de la Section 54 de celui-ci.

Les crédits d'alimentation précités sont, avant leur transfert à la Section particulière, réduits du montant des dépenses engagées antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret sur les soldes disponibles au 31 décembre 1988.

ART. 18

Les dépenses relatives à l'Education et à la Recherche et autorisées par le présent décret budgétaire sont financées, notamment, par l'affectation exclusive des ressources prévues aux articles 38, 62 et 73 de la loi spéciale sur le financement des Communautés et des Régions ainsi qu'à l'article 61 dans la mesure où ces matières sont concernées par ce dernier.

ART. 19

Les délégations en ce qui concerne les opérations de recettes et de dépenses de l'Education et de la Recherche de la Communauté, sont maintenues dans les conditions existantes au profit des agents qui en assument l'exécution dans le cadre du transfert de compétences organisé par la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions.

ART. 20

Par dérogation à l'article 32 § 3 de la loi du 29 mai 1959, le montant des subventions de fonctionnement accordé par élève régulier est fixé, pour l'année scolaire 1988-1989, au montant accordé pour l'année scolaire 1987-1988 tel qu'il a été établi sur base de l'article 7 de la loi portant des mesures urgentes en matière d'enseignement au 1^{er} août 1988.

Par dérogation à l'article 52 c) et d) de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des Centres psycho-médico-sociaux le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 1988-1989, au montant accordé pour l'année scolaire 1987-1988, tel qu'il a été établi sur base de l'article 10 de la loi portant des mesures urgentes en matière d'enseignement au 1^{er} août 1988.

ART. 21

Par dérogation à l'article 2 de l'arrêté royal n° 447 du 20 août 1986 modifiant l'article 36 de la loi du 29 mai 1959, le passage du paiement direct des subventions-traitements dans l'enseignement officiel subventionné est reporté au plus tard au 1^{er} septembre 1990.

ART. 22

L'article 6 de l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986 portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement de l'enseignement de l'Etat et aux subventions de fonctionnement allouées à l'enseignement subventionné, est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1987, à l'exception de l'article 1^{er}, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1990 et de l'article 2, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 1986. »

ART. 23

Pour l'année 1989, est autorisé l'octroi d'un montant de 225 millions de francs de prêts, tels que visés à l'article 6 de la loi du 2 août 1960 relative à l'intervention de l'Etat dans le financement des Universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, pour l'ensemble des institutions francophones concernées.

Les emprunts susvisés peuvent couvrir toute dépense afférente, d'une part à la modernisation, à la transformation et aux réparations importantes

des installations immobilières destinées à l'Administration, l'Enseignement et la Recherche ainsi qu'aux restaurants et homes pour étudiants et d'autre part, au financement de travaux de construction de bâtiments destinés à l'Administration, l'Enseignement et la Recherche, ainsi que des travaux d'infrastructure y afférents. Un arrêté délibéré en Exécutif fixera la répartition du montant susvisé après approbation par l'Exécutif d'un programme annuel des investissements concernés et sur avis du commissaire ou du délégué de l'Exécutif.

Pour l'année 1989, est autorisé l'octroi d'un montant de 225 millions de francs de crédits tels que visés à l'article 9bis § 1^{er} de la loi du 22 avril 1968 portant création d'un Fonds des bâtiments scolaires et parascolaires de l'Etat et portant certaines mesures relatives aux installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financées au nom de l'Etat.

Les crédits susvisés couvriront toute dépense afférente, d'une part à la modernisation, à la transformation et aux réparations importantes des installations immobilières destinées à l'Administration, l'Enseignement et la Recherche ainsi qu'aux restaurants et homes pour étudiants et d'autre part, au financement des travaux de construction de bâtiments destinés à l'Administration, l'Enseignement et la Recherche.

ART. 24

Pour l'année 1989, des crédits et des subventions, en moyens d'engagement, exceptionnels et non récurrents, d'un montant global de 437,0 millions de francs pour les universités de la Communauté française et d'un montant de 325,0 millions de francs pour les universités libres, sont ouverts au Budget du département en vue de contribuer à l'achèvement des transferts d'implantations des universités de la Communauté française et des universités libres.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 avril 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. LIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Ch. PICQUE

TABLEAUX

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art	LIBELLES	1989
-----	----------	------

SECTION 01

**CABINET DU MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
ET DE LA FORMATION, DU SPORT, DU TOURISME
ET DES RELATIONS INTERNATIONALES**

CHAPITRE 1

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11 01	Traitement et frais de représentation du Ministre	—
11.02	Traitement et indemnités du personnel du Cabinet	22,5
	Total pour le § 1	22,5

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.06	Loyer des biens immobiliers des divers services du Cabinet (en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments). — Impôts grevant les bâtiments, propriété de la Cité ou loués par elle, en ce qui concerne le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments	11,0
12.07	Frais de premier établissement du Cabinet (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, etc.)	5,7
12.19	Frais de fonctionnement du Cabinet	7,1
	Total pour le § 2	23,8
	Total pour le chapitre 1	46,3

Total pour la section 01. — Cabinet du Ministre de l'enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales 46,3

SECTION 02

**CABINET DU MINISTRE DE L'EDUCATION
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE**

CHAPITRE 1

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11 01	Traitement et frais de représentation du Ministre	2,5
11 02	Traitement et indemnités du personnel du Cabinet	65,2
	Total pour le § 1	67,7

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1989
§ 2. Achats de biens non durables et de services		
12.06	Loyer des biens immobiliers des divers services du Cabinet (en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments). — Impôts grevant les bâtiments, propriété de la Cté ou loués par elle, en ce qui concerne le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments	5,0
12.07	Frais de premier établissement du Cabinet (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, etc.) (pour mémoire)	—
12.19	Frais de fonctionnement du Cabinet	28,5
Total pour le § 2		33,5
Total pour le chapitre 1		101,2
Total pour la section 02. — Cabinet du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique de la Communauté française		101,2

SECTION 40

SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES COMMUNS

CHAPITRE 1

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	307,2
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel	13,0
11.05	Dépenses diverses de service social, autres que les achats de biens patrimoniaux. (Le montant des remboursements effectués par les agents du Département sur les prêts consentis à charge du présent article peut être porté au crédit d'un compte spécial ouvert au Titre IV — Section particulière, à gérer par le comptable du Service social en vue d'être réutilisé sous forme de prêts.) (Voir art. 63.02.C du titre IV)	12,0
11.10	Remboursement à l'Office national de l'Emploi des rémunérations payées à des chômeurs mis au travail	13,0
Total pour le § 1		345,2

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art	LIBELLES	1989
<i>§ 2. Achats de biens non durables et de services</i>		
12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Cté. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	34,2
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	241,1
12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon	20,4
12.04	Location d'installations mécanographiques	161,2
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	16,0
12.06	Loyer des biens immobiliers des divers services du département (en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments). — Impôts grevant les bâtiments, propriété de la Cté ou loués par elle, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments	70,3
12.07	Frais exceptionnels ⁸ de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, dégâts locatifs)	7,4
12.18	Travaux d'entretien à charge de l'Etat-propriétaire exécutés à l'intervention du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat (pour mémoire)	—
Total pour le § 2		550,3
Total pour le chapitre 1		895,5

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

33.01	Indemnités diverses à des tiers devant découler de l'engagement de la responsabilité de la Cté à l'égard d'actes commis par ses organes et ses préposés	6,6
Total pour le chapitre III		6,6

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

41.01	Quote-part dans les frais de fonctionnement de l'Institut géographique national	8,0
41.20	Subvention au Fonds national de Garantie des Bâtiments scolaires	92,5
43.20	Frais de déplacement en matière d'accidents du travail: personnel de l'enseignement officiel subventionné et personnel des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, dont la rémunération est à charge de la Communauté	0,5
44.20	Frais de déplacement en matière d'accidents du travail: personnel de l'enseignement libre subventionné et personnel des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés dont la rémunération est à charge de la Communauté	0,5
Total pour le chapitre IV		101,5

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1989
CHAPITRE 01		
DIVERS		
01.01	Provision en vue de couvrir les charges résultant de la programmation sociale et de l'index (le solde disponible au 31 décembre est reporté à l'article 66.36.B de la Section particulière)	1 149,6
01.02	Provision réservée au paiement des dépenses arriérées relative aux années 1989 et ultérieures ainsi qu'aux années antérieures à 1989 dans le cadre de l'application de l'article 61, § 1 ^{er} , alinéa 6, de la loi sur le financement des Communautés et des Régions (le solde disponible au 31 décembre est reporté à l'article 66.36.B de la Section particulière)	1 011,1
Total chapitre 01		2 160,7
Total pour la Section 40. — Secrétariat général et services communs		3 164,3

SECTION 51

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	3 380,6
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel	0,5
Total pour le § 1		3 381,1

§ 2 Achats de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Cté. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	3,4
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	5,0
12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon (pour mémoire)	—
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	10,2

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art	LIBELLES	1989
12.21	Assurance des élèves	9,6
12.23	Achats de matières premières et de fournitures accessoires destinées à des fins didactiques (<i>pour mémoire</i>)	—
12.24	Délivrance gratuite de livres et objets classiques (<i>pour mémoire</i>)	—
12.25	Internats de la Cté. Intervention de la Cté dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe (<i>pour mémoire</i>)	—
12.26	Rétribution des prestations de surveillance de midi dans les établissements de la Cté (<i>pour mémoire</i>)	—
12.36	Dépenses généralement quelconques pour l'étude des problèmes posés en vue de l'adaptation de l'enseignement fondamental	6,1
	Total pour le § 2	34,3
	Total pour le chapitre I	3 415,4

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

41.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
41.23	Dotation globale destinée aux frais de fonctionnement et d'équipement des services à gestion séparée de l'enseignement de la Cté (art. 3 § 1 de la loi du 29 mai 1959) (à virer à art. 70.02.C du Titre IV)	182,6
43.01	Subventions-traitements aux écoles officielles subventionnées	13 222,7
43.02	Subventions de fonctionnement aux écoles officielles subventionnées (<i>pour mémoire</i>)	—
43.03	Intervention de la Cté dans le coût des livres et objets classiques dans les écoles officielles subventionnées (<i>pour mémoire</i>)	—
43.04	Internats de l'enseignement officiel subventionné. — Intervention de la Cté dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe	1,0
43.05	Subventions de fonctionnement aux internats attachés aux établissements officiels subventionnés d'enseignement fondamental	3,0
43.06	Subventions de la Cté pour le paiement des prestations de surveillance de midi dans les écoles officielles subventionnées	46,0
43.07	Subventions aux établissements d'enseignement officiel subventionné, aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, destinées à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique)	35,7
43.08	Formation et recyclage des enseignants dans le secteur officiel subventionné	13,0
43.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements officiels subventionnés (art. 32, § 1 de la loi du 29 mai 1959)	1 306,8
44.01	Subventions-traitements aux écoles libres subventionnées	10 843,0
44.02	Subventions de fonctionnement aux écoles libres subventionnées (<i>pour mémoire</i>)	—
44.03	Intervention de la Cté dans le coût des livres et objets classiques dans les écoles libres subventionnées (<i>pour mémoire</i>)	—
44.04	Internats de l'enseignement libre subventionné. — Intervention de La Cté dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe	0,2

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1989
44.05	Subventions aux écoles primaires libres subventionnées servant de champ d'expérience pour la pratique des méthodes nouvelles	—
44.06	Subventions de la Cté pour le paiement des prestations de surveillance de midi dans les écoles libres subventionnées	42,7
44.08	Formation et recyclage des enseignants dans le secteur libre subventionné	12,0
44.12	Subventions aux établissements d'enseignement libre subventionné, aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, destinées à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique)	13,0
44.21	Subventions de fonctionnement aux internats attachés aux établissements libres subventionnés d'enseignement fondamental	16,5
44.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements libres subventionnés (art. 32, § 1 de la loi du 29 mai 1959)	1 237,2
Total pour le chapitre IV		26 975,4

CHAPITRE 01

DIVERS

01.01	Intervention de la Cté pour la formation et la promotion culturelle, dans le cadre des activités socio-culturelles et sportives (<i>pour mémoire</i>)	—
01.02	Formation et recyclage des enseignants de la Communauté	3,0
Total pour le chapitre 01		3,0

Total pour la section 51. — Enseignement préscolaire et enseignement primaire 30 993,8

SECTION 52

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	17 556,0
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel	8,2
Total pour le § 1		17 564,2

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art	LIBELLES	1989
<i>§ 2. Achats de biens non durables et de services</i>		
12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Cté. Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	0,7
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	4,5
12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon (<i>pour mémoire</i>)	—
12.04	Location d'installations mécanographiques	9,3
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	16,1
12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, dégâts locatifs (<i>pour mémoire</i>)	—
12.20	Echanges linguistiques, distributions de prix, voyages et excursions scolaires, manifestations éducatives et publicité (<i>pour mémoire</i>)	—
12.21	Assurance des élèves	20,0
12.23	Achats de matières premières et de fournitures accessoires destinées à des fins didactiques (<i>pour mémoire</i>)	—
12.45	Dépenses diverses de consommation et de fonctionnement des écoles belges établies sur le territoire de la République fédérale allemande	153,0
Total pour le § 2		203,6
Total pour le chapitre I		17 767,8

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

41.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
41.23	Dotation globale destinée aux frais de fonctionnement et d'équipement des services à gestion séparée de l'enseignement de la Cté (art. 3, § 1 de la loi du 29 mai 1959) (à virer à l'article 70.02.C du Titre IV)	1 987,7
43.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements officiels subventionnés	9 525,6
43.02	Subventions de fonctionnement aux établissements officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
43.05	Subventions de fonctionnement aux internats attachés aux établissements officiels subventionnés d'enseignement secondaire	53,9
43.07	Subventions aux établissements d'enseignement officiel subventionné, aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, destinées à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique)	11,8

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1989
43.08	Subventions relatives au paiement des conférenciers de l'enseignement officiel subventionné, en application de l'arrêté royal du 24 décembre 1987	0,5
43.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements officiels subventionnés (art. 32, § 1 de la loi du 29 mai 1959)	1 232,5
44.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements libres subventionnés	23 138,0
44.02	Subventions de fonctionnement aux établissements libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
44.08	Subventions relatives au paiement des conférenciers de l'enseignement libre subventionné, en application de l'arrêté royal du 24 décembre 1987	2,0
44.11	Subventions de fonctionnement aux établissements pluralistes	1,0
44.12	Subventions aux établissements d'enseignement libre subventionné, aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, destinées à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique)	47,1
44.14	Subvention à l'Ecole Decroly qui sert de champ d'expérience pour la pratique de méthodes nouvelles	1,2
44.21	Subventions de fonctionnement aux internats attachés aux établissements libres subventionnés d'enseignement secondaire	157,5
44.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements libres subventionnés (art. 32, § 1 de la loi du 29 mai 1959)	2 920,0
Total pour le chapitre IV		39 078,8
Total pour la section 52. — Enseignement secondaire		56 846,6

SECTION 53

ENSEIGNEMENT SPECIAL ET ENSEIGNEMENT
DE PROMOTION SOCIALE: PARTIE ENSEIGNEMENT SPECIAL

CHAPITRE 1

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	2 227,5
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel	—
Total pour le § 1		2 227,5

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art	LIBELLES	1989
§ 2. <i>Achats de biens non durables et de services</i>		
12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Cté. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	0,1
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	0,5
12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon (<i>pour mémoire</i>)	—
12.04	Location d'installations mécanographiques	4,0
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	3,1
12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, dégâts locatifs) (<i>pour mémoire</i>)	—
12.20	Echanges linguistiques, distributions de prix, voyages et excursions scolaires, manifestations éducatives et publicité (<i>pour mémoire</i>)	—
12.21	Assurance des élèves	1,9
12.36	Rétribution des prestations de surveillance de midi (<i>pour mémoire</i>)	—
12.45	Dépenses de consommation et de fonctionnement des écoles belges établies sur le territoire de la République fédérale allemande	4,1
Total pour le § 2		13,7
Total pour le chapitre 1		2 241,2

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

41.01	Dotation aux services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de la Cté (<i>pour mémoire</i>)	—
41.23	Dotation globale destinée aux frais de fonctionnement et d'équipement des services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de la Cté (art. 3, § 1 de la loi du 29 mai 1959) (à virer à l'art. 70.02.C du Titre IV)	305,7
43.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements officiels subventionnés	1 446,5
43.02	Subventions de fonctionnement aux établissements officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
43.03	Intervention dans le coût des livres et objets classiques dans les écoles officielles subventionnées (<i>pour mémoire</i>)	—
43.06	Subventions pour le paiement des prestations de surveillance de midi dans les écoles officielles subventionnées	0,6
43.07	Subventions aux établissements d'enseignement officiel subventionné, aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, destinées à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique)	7,1
43.08	Formation et recyclage des enseignants dans le secteur officiel subventionné	3,2
43.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements officiels subventionnés (art. 32, § 1. de la loi du 29 mai 1959)	137,6

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1989
44.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements libres subventionnés	2 866,6
44.02	Subventions de fonctionnement aux établissements libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
44.03	Intervention dans le coût des livres et objets classiques dans les écoles libres subventionnées (<i>pour mémoire</i>)	—
44.06	Subventions pour le paiement des prestations de surveillance de midi dans les écoles libres subventionnées	0,6
44.08	Formation et recyclage des enseignants dans le secteur libre subventionné	5,6
44.12	Subventions aux établissements d'enseignement libre subventionné, aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, destinées à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique)	10,9
44.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements libres subventionnés (art. 32, § 1 de la loi du 29 mai 1959)	300,0
Total pour le chapitre IV		5 084,4

CHAPITRE 01

DIVERS

01.02	Formation et recyclage des enseignants de la Communauté	3,2
Total pour le chapitre 01		3,2

Total pour la section 53 — Enseignement spécial et enseignement de promotion sociale: partie enseignement spécial	7 328,8
---	---------

SECTION 54

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE:
ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CHAPITRE 1

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents de travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	55,3
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel	1,1
Total pour le § 1		56,4
Total pour le chapitre 1		56,4

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art	LIBELLES	1989
-----	----------	------

CHAPITRE II

INTERETS ET PERTES D'ENTREPRISE

21.01	Subventions à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, au Crédit communal de Belgique ou à une autre institution ayant conclu à ce sujet une convention avec l'Etat, pour prêts au patrimoine des institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat, et de la Communauté exclusivement en faveur des installations immobilières de caractère social (voir art. 60.44.A du Titre IV)	24,0
21.02	Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Institutions d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat. — Installations immobilières de caractère social (loi du 27 juillet 1971)	39,7
	Report du disponible de l'article 60.44.A de la Section particulière du budget de l'Education nationale de 1988 à virer à l'article 60.44.A de la Section particulière du présent budget (crédit à réduire des engagements pris depuis le 1 ^{er} janvier 1989 sur des reports concernés éventuellement adaptés en fonction des corrections matérielles signalées par l'Administration de la Trésorerie)	
	Total pour le chapitre II	63,7

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

33.07	Subventions à des associations scientifiques et universitaires	1,6
33.12	Subventions en vue d'assurer le financement de bourses et de frais connexes à l'Institut historique belge de Rome, à l'Ecole française d'Athènes et aux stations de recherches à l'étranger	2,5
33.14	Subvention en vue d'assurer la souscription à certains ouvrages et de financer des publications scientifiques périodiques	8,4
33.16	Subvention au Centre interuniversitaire de Formation permanente à Charleroi, au Centre universitaire de Charleroi et à l'Institut polytechnique de Charleroi	7,5
33.18	Subventions aux universités et établissements y assimilés, en vertu des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires et de la loi du 9 avril 1965 portant diverses mesures en faveur de l'expansion universitaire, aux fins de fonctionnement des services sociaux, des services d'orientation, des restaurants et des homes étudiants	340,9
33.19	Subventions en vue d'assurer le financement de congrès et de colloques en Belgique, organisés par des institutions de langue française	2,4
	Total pour le chapitre III	363,3

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1989

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

41.02	Subvention au Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective (voir art. 60.21.A et 60.23.A du Titre IV)	403,3
41.03	Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective (arrêté royal du 5 février 1962 modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1965; programme de recherche scientifique fondamentale collective dû à l'initiative ministérielle). Report du disponible de l'article 60.21.A de la Section particulière du budget de l'Education nationale de 1988 à virer à l'article 60.21.A de la Section particulière du présent budget (crédit à réduire des engagements pris depuis le 1 ^{er} janvier 1989 sur les reports concernés éventuellement adaptés en fonction des corrections matérielles signalées par l'Administration de la Trésorerie)	34,9
41.07	Subventions au patrimoine de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique en vue d'assurer le fonctionnement des comités scientifiques nationaux et de la bibliothèque	—
44.02	Allocation de fonctionnement à l'Université catholique de Louvain (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	3 725,5
44.05	Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Universités libres ou autres institutions universitaires libres. — Installations immobilières de caractère social Report du disponible de l'article 60.46.A de la Section particulière du budget de l'Education nationale de 1988 à virer à l'article 60.46.A de la Section particulière du présent budget (crédit à réduire des engagements pris depuis le 1 ^{er} janvier 1989 sur les reports concernés éventuellement adaptés en fonction des corrections matérielles signalées par l'Administration de la Trésorerie)	267,1
44.06	Subventions et charges financières pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Universités libres ou autres institutions universitaires libres. — Installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche (loi du 27 juillet 1971) Report du disponible de l'article 60.45.A de la Section particulière du budget de l'Education nationale 1988 à virer à l'article 60.45.A de la Section particulière du présent budget (crédit à réduire des engagements pris depuis le 1 ^{er} janvier 1989 sur les reports concernés éventuellement adaptés en fonction des corrections matérielles signalées par l'Administration de la Trésorerie)	1 291,9
44.07	Subventions-pensions aux établissements universitaires libres (loi du 27 juillet 1971)	—
44.08	Subventions et charges financières pour les investissements immobiliers à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, au Crédit communal de Belgique ou à une autre institution ayant conclu à ce sujet une convention avec la Communauté pour prêts aux établissements libres universitaires (à virer aux art. 60.45.A et 60.46.A du Titre IV)	2 194,9
44.09	Subvention à la « Fondation universitaire luxembourgeoise — (Institution universitaire visée à l'art. 22 de la loi du 28 mai 1971)	80,6
44.10	Subvention à l'Institut universitaire d'Etudes du Judaïsme Martin Buber	4,3
44.11	Crédit destiné à financer les fonds pour la recherche des institutions universitaires libres (pour mémoire)	—
44.13	Allocation de fonctionnement à l'Université libre de Bruxelles (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	2 973,0

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art	LIBELLES	1989
44.15	Allocation de fonctionnement aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles) . . .	914,0
44.16	Allocation de fonctionnement à la Faculté universitaire catholique de Mons (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	193,1
44.18	Allocation de fonctionnement à la Faculté polytechnique de Mons (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	430,5
44.19	Allocation de fonctionnement aux Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	190,3
Total pour le chapitre IV		12 703,4

CHAPITRE 01

DIVERS

01.01	Allocation de fonctionnement à l'Université de Liège (anciennement Université de l'Etat) (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles) . . .	2 591,6
01.06	Service des commissaires et délégués du Gouvernement (dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement)	13,9
01.07	Intervention de l'Etat en application de l'article 34 de la loi du 27 juillet 1971 (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	154,9
01.08	Supplément d'allocations en exécution de l'article 35 de la loi du 27 juillet 1971 . . .	123,2
01.11	Allocation de fonctionnement à l'Université de Mons (anciennement Université de l'Etat) (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles) . . .	532,8
01.13	Allocation de fonctionnement à la Faculté des sciences agronomiques à Gembloux (anciennement Faculté de l'Etat) (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	391,6
01.14	Ecole d'Interprètes Internationaux de Mons (remboursement à l'Université de l'Etat à Mons) (pour mémoire)	—
01.15	Dépenses de toute nature en vue de favoriser la coopération scientifique entre laboratoires, services et départements d'institutions belges de langue française et d'institutions étrangères	2,1
01.19	Subvention à l'International Association for the evaluation of educational achievement	5,0
Total pour le chapitre 01		3 815,1

Total pour la Section 54. — Enseignement supérieur et recherche scientifique: enseignement universitaire et recherche scientifique 17 001,9

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989
------	----------	------

SECTION 55

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE:
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON UNIVERSITAIRE ET RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03 Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	1 685,1
11.04 Allocations généralement quelconques au personnel	7,5
Total pour le § 1	1 692,6

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.01 Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Cté. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	0,3
12.02 Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	1,2
12.03 Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon (pour mémoire)	—
12.04 Location d'installations mécanographiques	5,7
12.05 Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	2,5
12.21 Assurance des élèves	6,0
12.23 Achats de matières premières et de fournitures accessoires destinées à des fins didactiques (pour mémoire)	—
Total pour le § 2	15,7
Total pour le chapitre I	1 708,3

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art	LIBELLES	1989
-----	----------	------

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

41.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
41.23	Dotation globale destinée aux frais de fonctionnement et d'équipement des services à gestion séparée de l'enseignement de la Cité (art. 3, § 1 de la loi du 29 mai 1959) (à virer à l'art. 70.02.C du Titre IV)	474,0
43.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements officiels subventionnés	1 731,2
43.02	Subventions de fonctionnement aux établissements officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
43.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements officiels subventionnés (art. 32, § 1 de la loi du 29 mai 1959)	243,8
44.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements libres subventionnés	2 610,4
44.02	Subventions de fonctionnement aux établissements libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
44.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements libres subventionnés (art. 32, § 1 de la loi du 29 mai 1959)	361,0
Total pour le chapitre IV		5 420,4

CHAPITRE 01

DIVERS

01.04	Ecole d'Interprètes internationaux de Mons (remboursement à l'Université de l'Etat à Mons)	14,4
01.10	Conseils supérieurs de l'enseignement supérieur	2,4
01.12	Conseil permanent de l'enseignement supérieur	0,3
01.16	Institut Administration — Universités (<i>pour mémoire</i>)	—
Total pour le chapitre 01		17,1

Total pour la section 55. — Enseignement supérieur et recherche scientifique: enseignement supérieur non universitaire et recherche scientifique 7 145,8

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989
------	----------	------

SECTION 56

ENSEIGNEMENT SPECIAL ET ENSEIGNEMENT
DE PROMOTION SOCIALE: PARTIE PROMOTION SOCIALE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	723,5
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel	0,1
Total pour le § 1		723,6

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Cte. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	0,1
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	0,6
12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon (pour mémoire)	—
12.04	Location d'installations mécanographiques	7,2
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	2,3
12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, dégâts locatifs (pour mémoire)	—
12.20	Echanges linguistiques, distributions de prix, voyages et excursions scolaires, manifestations éducatives et publicité (pour mémoire)	—
12.21	Assurance des élèves	6,8
12.23	Achats de matières premières et de fournitures accessoires destinées à des fins didactiques (pour mémoire)	—
Total pour le § 2		17,0
Total pour le chapitre I		740,6

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art	LIBELLES	1989
CHAPITRE IV		
TRANSFERTS DE REVENUS A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC		
41.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
41.23	Dotation globale destinée aux frais de fonctionnement et d'équipement des services à gestion séparée de l'enseignement de la Cté (art. 3, § 1 de la loi du 29 mai 1959) (à virer à l'art. 70.02.C du Titre IV)	62,6
43.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements officiels subventionnés	905,0
43.02	Subventions de fonctionnement aux établissements officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
43.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements officiels subventionnés (art. 32, § 1 de la loi du 29 mai 1959)	132,6
44.01	Subventions-traitements, subventions forfaitaires et subventions-pensions aux établissements libres subventionnés	652,1
44.02	Subventions de fonctionnement aux établissements libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
44.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements libres subventionnés (art. 32, § 1 de la loi du 29 mai 1959)	75,0
Total pour le chapitre IV		1 827,3
Total pour la section 56. — Enseignement spécial et enseignement de promotion sociale: partie promotion sociale		2 567,9

SECTION 61

SERVICE DES TRANSPORTS SCOLAIRES

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail. — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	59,1
Total pour le § 1		59,1

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1989
<i>§ 2. Achats de biens non durables et de services</i>		
12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Cité. Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	7,7
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services : frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	51,9
12.03	Dépenses de consommation énergétique; mazout, gaz, essence, électricité, charbon	19,0
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	0,9
12.22	Frais de transport	512,2
Total pour le § 2		591,7
Total pour le chapitre 1		650,8

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

43.08	Intervention dans les frais de transport des enfants anormaux ou handicapés y assimilés dans l'enseignement officiel subventionné	67,8
44.17	Intervention dans les frais de transport des enfants anormaux ou handicapés y assimilés dans l'enseignement libre subventionné	89,3
Total pour le chapitre IV		157,1
Total pour la section 61. — Service des transports scolaires		807,9

SECTION 64

ORGANISATION DES ETUDES
(Y COMPRIS LA GESTION DES CENTRES P.M.S.)

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION
(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	667,5
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel	0,1
Total pour le § 1		667,6

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art	LIBELLES	1989
<i>§ 2. Achats de biens non durables et de services</i>		
12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Cté. Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	31,2
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	76,7
12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon	1,7
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	8,4
12.06	Loyer des biens immobiliers des divers services du département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments. — Impôts grevant les bâtiments, propriété de la Cté ou loués par elle, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments	3,8
12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, dégâts locatifs)	0,5
12.18	Travaux d'entretien à charge de la Communauté-proprétaire (<i>pour mémoire</i>)	—
Total pour le § 2		122,3
Total pour le chapitre I		789,9

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

33.02	Subvention à l'A.E.D.E. — Association européenne des Enseignants. — Secteur officiel	0,1
33.03	Subvention à l'A.S.B.L. — Sport, Culture, Ecole et Solidarité (S.C.E.S.) — à Bruxelles	12,0
33.04	Subvention à l'Association pour la promotion des enseignants belges d'expression française à l'étranger — (A.P.E.F.E.)	64,1
33.17	Subvention à l'A.E.D.E. — Association européenne des Enseignants. — Secteur libre	0,1
33.18	Subventions de toute nature en relation avec l'enseignement	6,6
33.20	Subvention à l'A.S.B.L. Fédération sportive de l'enseignement de la Cté	8,0
34.01	Cotisation de la Belgique à la Conférence des Ministres de l'Education des Etats d'expression française d'Afrique et de Madagascar	1,0
34.02	Subvention à l'Académie Internationale des Sciences et de l'Education	0,1
Total pour le chapitre III		92,0

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1989

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

41.01	Dotation aux services de la Communauté à gestion séparée (<i>pour mémoire</i>)	—
41.23	Dotation globale destinée aux frais de fonctionnement et d'équipement des offices d'orientation professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux organisés comme services à gestion séparée (art. 21 de l'arrêté royal du 13 août 1962) (à virer à l'article 70.04. du Titre IV)	100,0
43.01	Subventions-traitements aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés	378,5
43.02	Subventions de fonctionnement aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
43.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des offices d'orientation professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés (art. 51 de l'arrêté royal du 13 août 1962)	46,7
44.01	Subventions-traitements aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés	556,8
44.02	Subventions de fonctionnement aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
44.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des offices d'orientation professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés (art. 51 de l'arrêté royal du 13 août 1962)	69,9
Total pour le chapitre IV		1 151,9

CHAPITRE 01

DIVERS

01.03	Centre national d'information sur l'éducation	1,2
01.04	Dépenses courantes en rapport avec les activités pédagogiques des Communautés européennes	8,0
01.05	Dépenses de toute nature relatives au Conseil supérieur de l'enseignement pluraliste	1,1
Total pour le chapitre 01		10,3

Total pour la section 64. — Organisation des études (y compris la gestion des centres P.M.S)		2 044,1
Total du Titre 1. — Dépenses courantes		127 448,6

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989
------	----------	------

PARTIE I

Crédits destinés à la réalisation
du programme d'investissements

Section 53

Enseignement spécial et de promotion sociale:
partie enseignement spécial

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

72.09	Achats, construction et aménagement d'immeubles destinés à l'enseignement spécial de la Communauté (pour mémoire)	—
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement	—
	Total pour le chapitre VII	—
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement	—
	Total pour la section 53. — Enseignement spécial et de promotion sociale: partie enseignement spécial	—
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement	—

Section 54

Enseignement supérieur et recherche scientifique:
enseignement universitaire et recherche scientifique

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

61.05	Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986. (Voir articles 60.40.A, 60.41.A et 60.42.A du Titre IV.)	225,0
61.06	Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986: Université de l'Etat à Liège (loi du 27 juillet 1971). Report du disponible de l'article 60.40.A de la Section particulière du budget de l'Education nationale de 1988 à virer à l'article 60.40.A de la Section particulière du présent budget (crédits à réduire des engagements pris depuis le 1 ^{er} janvier 1989 sur les reports concernés éventuellement adaptés en fonction des corrections matérielles signalées par l'Administration de la Trésorerie)	200,7

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1989
64.05	Subventions exceptionnelles et non récurrentes destinées à contribuer à l'achèvement des transferts d'implantations de l'Université catholique de Louvain-La-Neuve	
	Crédits d'engagement	250,0
	Crédits d'ordonnement	125,0
64.06	Subventions exceptionnelles et non récurrentes destinées à contribuer à l'achèvement des transferts d'implantations de l'Université libre de Bruxelles	
	Crédits d'engagement	75,0
	Crédits d'ordonnement	25,0
	Total pour le chapitre VI. — Crédits non dissociés	425,7
	Crédits d'engagement	325,0
	Crédits d'ordonnement	150,0

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

72.07	Frais de construction et d'aménagement de bâtiments au Centre hospitalier universitaire de Liège	
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnement	—
74.01	Centre hospitalier universitaire de Liège. — Frais d'équipement	
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnement	—
	Total pour le chapitre VII	
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnement	—

CHAPITRE VIII

OCTROI DE CREDITS ET PARTICIPATION

81.01	Crédits exceptionnels et non récurrents destinés à contribuer à l'achèvement des transferts d'implantations de l'Université de Liège	
	Crédits d'engagement	437,0
	Crédits d'ordonnement	300,0
	Total pour le chapitre VIII	
	Crédits d'engagement	437,0
	Crédits d'ordonnement	300,0
	Total pour la section 54. — Enseignement supérieur et recherche scientifique: enseignement universitaire et recherche scientifique	
	Crédits non dissociés	425,7
	Crédits d'engagement	762,0
	Crédits d'ordonnement	450,0

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art	LIBELLES	1989
-----	----------	------

Section 64

Organisation des études
(y compris la gestion des centres P.M.S.)

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

72.05	Achats, construction et aménagement d'immeubles destinés à des centres psycho-médico-sociaux de la Cité et à leurs cabinets de consultation (pour mémoire) :	
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement	—
	Total pour le chapitre VII	—
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement	—
	Total pour la section 64. — Organisation des études (y compris la gestion des centres P.M.S.)	—
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement	—

Section 81

Bâtiments scolaires

01.01	Crédits octroyés au Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat ou aux institutions qui en assument les missions (transfert à l'art. 60.47.A du Titre IV)	1 575,0
01.02	Crédits octroyés au Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux ou aux institutions qui en assument les missions (transfert à l'art. 60.48.A du Titre IV)	550,0
01.04	Crédit relatif au paiement d'engagements fermes et définitifs antérieurs au 1 ^{er} janvier 1989 et pris par le Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat pour les établissements dont la propriété est transférée à la Communauté française	2 209,8
01.05	Crédit relatif au paiement résultant de promesses fermes et définitives de subventions prises avant le 1 ^{er} janvier 1989 par le Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux au profit d'établissements affectés à l'enseignement dans la Communauté française	1 470,5
	Total pour la section 81	5 805,3
	Total pour la partie I. — Crédits destinés à la réalisation du programme d'investissements	6 231,0
	Crédits d'engagement	762,0
	Crédits d'ordonnancement	450,0

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1989

PARTIE II

CREDITS QUI NE SONT PAS DESTINES A LA REALISATION
DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS.

SECTION 01

CABINET DU MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT,
DE LA FORMATION, DU SPORT, DU TOURISME
ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

74.01	Dépenses patrimoniales du Cabinet	9,0
	Total pour le chapitre VII	9,0
	Total pour la section 01. — Cabinet du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales	9,0

SECTION 02

CABINET DU MINISTRE DE L'EDUCATION
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

74.01	Dépenses patrimoniales du Cabinet	3,0
	Total pour le chapitre VII	3,0
	Total pour la section 02. — Cabinet du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique	3,0

SECTION 40

SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES COMMUNS

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	39,9
	Total pour le chapitre VII	39,9
	Total pour la section 40. — Secrétariat général et services communs	39,9

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.		(En millions de francs)
Art	LIBELLES	1989

SECTION 51

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

61.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
63.01	Subventions d'équipement aux établissements officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
64.01	Subventions d'équipement aux établissements libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
	Total pour le chapitre VI	—

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	0,1
	Total pour le chapitre VII	0,1
	Total pour la section 51. — Enseignement préscolaire et enseignement primaire	0,1

SECTION 52

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

61.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
63.01	Subventions d'équipement aux établissements officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
64.01	Subventions d'équipement aux établissements libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
	Total pour le chapitre VI	—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1989
CHAPITRE VII		
INVESTISSEMENTS (CIVILS)		
70.01	Aménagement et équipement de plaines de jeux et de sport	1,5
74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	0,2
Total pour le chapitre VII		1,7
Total pour la section 52. — Enseignement secondaire		1,7

SECTION 53

ENSEIGNEMENT SPECIAL ET ENSEIGNEMENT
DE PROMOTION SOCIALE: PARTIE ENSEIGNEMENT SPECIAL

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

61.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
63.01	Subventions d'équipement aux établissements officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
64.01	Subventions d'équipement aux établissements libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
Total pour le chapitre VI		—

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	0,1
Total pour le chapitre VII		0,1
Total pour la section 53. — Enseignement spécial et enseignement de promotion sociale: partie enseignement spécial		0,1

SECTION 55

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE:
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON UNIVERSITAIRE ET RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

61.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
63.01	Subventions d'équipement aux établissements officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
64.01	Subventions d'équipement aux établissements libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
Total pour le chapitre VI		—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1989
CHAPITRE VII		
INVESTISSEMENTS (CIVILS)		
74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre (<i>pour mémoire</i>)	—
74.02	Achats de machines, mobilier, matériel destinés aux établissements d'enseignement supérieur de type long (<i>pour mémoire</i>)	—
Total pour le chapitre VII		—
Total pour la section 55. — Enseignement supérieur et recherche scientifique: enseignement supérieur non universitaire et recherche scientifique		—
SECTION 56		
ENSEIGNEMENT SPECIAL ET ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE: PARTIE PROMOTION SOCIALE		
CHAPITRE VI		
TRANSFERTS DE CAPITAUX A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC		
61.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
63.01	Subventions d'équipement aux établissements officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
64.01	Subventions d'équipement aux établissements libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
Total pour le chapitre VI		—
CHAPITRE VII		
INVESTISSEMENTS (CIVILS)		
74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	0,1
Total pour le chapitre VII		0,1
Total pour la section 56. — Enseignement spécial et enseignement de promotion sociale: partie promotion sociale		0,1
SECTION 61		
SERVICE DES TRANSPORTS SCOLAIRES		
CHAPITRE VII		
INVESTISSEMENTS (CIVILS)		
74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre (<i>pour mémoire</i>)	—
Total pour le chapitre VII		—
Total pour la section 61. — Service des transports scolaires		—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989
------	----------	------

SECTION 64

ORGANISATION DES ETUDES
(Y COMPRIS LA GESTION DES CENTRES P.M.S.)

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

61.01	Dotation aux services à gestion séparée (pour mémoire)	—
63.01	Subventions pour frais d'équipement aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés (pour mémoire)	—
64.01	Subventions pour frais d'équipement aux offices d'orientation professionnelle et aux centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés (pour mémoire)	—
Total pour le chapitre VI		—

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	3,2
Total pour le chapitre VII		3,2
Total pour la section 64. — Organisation des études (y compris la gestion des centres P.M.S.)		3,2
Total pour la partie II. — Crédits qui ne sont pas destinés à la réalisation du programme d'investissements		57,1
Total du Titre II. — Dépenses de capital		6 288,1
Crédits d'engagement		762,0
Crédits d'ordonnancement		450,0
Total général des Titres I et II. — Budget de l'Education et de la Recherche scientifique		133 736,7
Crédits d'engagement		762,0
Crédits d'ordonnancement		450,0
		134 186,7

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de dispositions	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1989	Recettes de l'année	Depenses de l'année	Solde au 31-décembre 1989
------	-------	----------------------	----------	---------------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------------

SECTION I

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

CHAPITRE I

FONDS ALIMENTES PRINCIPALEMENT
PAR DES CREDITS BUDGETAIRES

60	21	A	Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective (arrêté royal du 5 février 1962 modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1965): programmes de recherche scientifique fondamentale collective dus à l'initiative ministérielle (voir art. 41.02, Section 54 du Titre I)	0	103,2	68,3	34,9
----	----	---	---	---	-------	------	------

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art	Litt	Mode de dispositions	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1989	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1989
60	23 (70)	A	Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective (arrêté royal du 5 février 1962 modifié par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 et par la convention du 8 avril 1965): programmes de recherche scientifique fondamentale collective dus à l'initiative des chercheurs (voir art. 41.02, section 54 du titre I)	0	335,0	335,0	0
60	40 (24)	A	Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986: Université à Liège (loi du 27 juillet 1971) (voir art. 61.05, section 54 du Titre II. L'alimentation en recettes sera déterminée sur base de la répartition de l'article 61.05 de la Section 54 entre les institutions concernées).	0	200,7	200,7	0
60	41 (27)	A	Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986: Université à Mons (loi du 27 juillet 1971) (voir art. 61.05, Section 54 du Titre II — L'alimentation en recettes sera déterminée sur base de la répartition de l'art. 61.05 de la Section 54 entre les institutions concernées).	0	—	—	0
60	42 (30)	A	Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986: Faculté des Sciences agronomiques à Gembloux (loi du 27 juillet 1971) (voir article 61.05 section 54 du Titre II — L'alimentation en recettes sera déterminée sur base de la répartition de l'article 61.05 de la Section 54 entre les institutions concernées)	0	—	—	0
60	44 (36)	A	Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Institutions d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté. — Installations immobilières de caractère social (loi du 27 juillet 1971) (voir art. 21.01, section 54 du Titre I)	0	63,7	63,7	0
60	45 (39)	A	Subventions et charges financières pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Universités libres ou autres institutions universitaires libres. — Installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche (loi du 27 juillet 1971) (voir art. 44.08, section 54 du Titre I).	0	3 169,9	3 169,9	0
60	46 (42)	A	Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Universités libres ou autres institutions universitaires libres. — Installations immobilières de caractère social (loi du 27 juillet 1971) (voir art. 44.08, section 54 du Titre I)	0	316,9	316,9	0
Totaux pour le chapitre I.				0	4 189,4	4 154,5	34,9

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de dispositions	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1989	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1989
60	47	A	Dotation au Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat (secteur de la Communauté française) ou aux institutions qui en assument les missions (transfert de l'article 01.01 de la Section 81 — Titre II)	0	1 575,0	1 575,0	0
60	48	A	Dotation au Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux (secteur de la Communauté française) ou aux institutions qui en assument les missions (transfert de l'art. 01.02 de la Section 81 — Titre II)	0	550,0	550,0	0
60	51	A	Dotation au Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat (secteur de la Communauté française) ou aux institutions qui en assument les missions en vue de couvrir les ordonnancements à provenir d'engagements pris antérieurement, au 1 ^{er} janvier 1989)	0	2 209,8	2 209,8	0
60	52	A	Dotation au Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux (secteur de la Communauté française) ou aux institutions qui en assument les missions en vue de couvrir le paiement de subventions résultant de promesses fermes et définitives antérieures au 1 ^{er} janvier 1989)	0	1 470,5	1 470,5	0

CHAPITRE II

FONDS DE REMPLOI DE CREDITS BUDGETAIRES

63	02 (34)	C	Caisse de prêts aux agents en activité de service, aux pensionnés et à leur veuve bénéficiant d'une pension de survie (voir art. 11.05, section 40 du Titre I)	0	2,5	2,5	0
Totaux pour le chapitre II				0	5 807,8	5 807,8	0

CHAPITRE III

FONDS ALIMENTES PAR DES RESSOURCES PARTICULIERES

66	01 (58)	A	Revenu du capital consacré à conserver les collections léguées à la Communauté pour l'Université de Liège par le baron Wittert et à augmenter les livres et gravures anciens et les livres chinois (arrêté royal du 14 mai 1903 et convention de rachat de rente perpétuelle intervenue le 10 mai 1938)	0	0,1	0,1	0
66	10 (85)	C	Fonds spéciaux destinés au paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté auprès des organismes d'intérêt public soumis aux lois du 10 juin 1937 et du 16 mars 1954, ainsi qu'auprès de tous autres organismes parastataux et paracommunautaires	0	0,1	0,1	0
66	20 (18)	A	Fonds destiné à l'affectation du produit des frais d'internat des élèves et étudiants belges et étrangers dont les parents ne résident pas en Belgique et qui fréquentent un internat annexé à un établissement d'enseignement de la Communauté	0	0,1	0,1	0
66	21 (21)	A	Fonds destiné à l'affectation du produit du minerval des élèves et étudiants étrangers dont les parents ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement d'enseignement de la Communauté	0	2,5	2,5	0

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art.	Lit.	Mode de dispositions	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1989	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1989
66	22 (24)	A	Fonds destiné à l'affectation de la partie du minerval des élèves et étudiants étrangers dont les parents ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement d'enseignement officiel subventionné, partie excédant le montant des prélèvements effectués par ces établissements au titre de subventions de fonctionnement dues pour ces mêmes élèves et étudiants	0	10,0	10,0	0
66	23 (27)	A	Fonds destiné à l'affectation de la partie du minerval des élèves et étudiants étrangers dont les parents ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement d'enseignement libre subventionné, partie excédant le montant des prélèvements effectués par ces établissements au titre de subventions de fonctionnement dues pour ces mêmes élèves et étudiants	0	30,0	30,0	0
66	26 (36)	A	Fonds destiné à l'affectation des recettes provenant des abonnements pour le transport d'élèves avec des véhicules de la Cité ainsi que des montants récupérés par le service juridique par suite d'accidents avec des véhicules de la Communauté, gérés par le service des transports scolaires	0	10	10	0
66	27 (39)	A	Fonds destiné à l'affectation des recettes résultant de l'utilisation de locaux scolaires et de terrains, après les heures de cours, par des associations pour l'organisation d'activités socio-culturelles propres, conformément à la circulaire ministérielle n° 901/VG.8/1978 du 15 février 1978, au paiement des frais d'entretien et d'exploitation (<i>pour mémoire</i>)	—	—	—	—
66	33 (57)	A	Fonds destiné à l'affectation des droits d'inscription payés par les élèves fréquentant un établissement d'enseignement de promotion sociale de l'Etat et de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—	—	—	—
66	34 (80)	A	Fonds destiné à l'affectation des droits d'inscription payés par les élèves fréquentant un établissement d'enseignement de promotion sociale officiel subventionné (<i>pour mémoire</i>)	—	—	—	—
66	35 (63)	A	Fonds destiné à l'affectation des droits d'inscription payés par les élèves fréquentant un établissement d'enseignement de promotion sociale libre subventionné (<i>pour mémoire</i>)	—	—	—	—
66	36 (66)	B	Fonds destiné à la récupération des salaires, traitements, subventions-traitements, allocations et accessoires du personnel de l'enseignement de la Communauté ou de l'Etat et de l'enseignement subventionné par la Communauté ou l'Etat, détaché en dehors de l'enseignement ainsi qu'à la récupération des sommes indûment payées en matière de salaires, traitements, subventions-traitements, allocations et accessoires, du personnel de l'enseignement de la Communauté ou de l'Etat et à celui de l'enseignement subventionné par la Communauté ou l'Etat	0	500,0	500,0	0
66	37	B	Fonds destiné aux recettes à provenir de la vente de biens meubles et prestations diverses	0	0,1	0,1	0
67	02 (70)	B	Fondations, donations, legs et prix	—	0,7	0,7	—
Totaux pour le chapitre III				0	553,6	553,6	—
Totaux pour la section I. — Dépenses de la Communauté sur ressources affectées				0	10 550,8	10 515,9	34,9

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Att.	Litt.	Mode de dispositions	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1989	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1989
------	-------	----------------------	----------	---------------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------------

SECTION II

SERVICES DE LA COMMUNAUTE SOUMIS A DES
REGLES DE GESTION PARTICULIERES

CHAPITRE I

SERVICE DE LA COMMUNAUTE A GESTION SEPARÉE

70	20 (81)	C	Etablissements d'instruction ressortissant au Ministère de l'Education — fonds d'exploitation	19,5	6,5	5,0	21,0
Totaux pour le chapitre I.				19,5	6,5	5,0	21,0

CHAPITRE Ibis

SERVICE DE LA COMMUNAUTE A GESTION
SEPARÉE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTE

70	02 (27)	C	Budgets agrégés des Services de la Communauté à gestion séparée de l'Enseignement de la Communauté (transfert de l'art. 41.23, sections 51, 52, 53, 55 et 56 du Titre I)	—	3 012,6	3 012,6	—
70	04 (33)	C	Budgets agrégés des Services de la Communauté à gestion séparée pour les centres P.M.S. de la Communauté (transfert de l'art. 41.23, section 64 du Titre I).	—	100,0	100,0	—
Totaux pour le chapitre Ibis				—	3 112,6	3 112,6	—
Totaux pour la section II. — Services de la Communauté soumis à des règles de gestion particulières				19,5	3 119,1	3 117,6	21,0
Totaux pour le Titre IV — Section particulière				19,5	13 669,9	13 633,5	55,9

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 1144

24 APRIL 1989. — Decreet houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1989
Uitgaven voor Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek (1)(Uitgaven gefinancierd bij toepassing van de artikelen 38, 61, 62 en 73 van de bijzondere wet van 16 januari 1989
betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

*Kredieten voor de lopende uitgaven (TITEL I)
en voor de kapitaaluitgaven (TITEL II)*

Artikel 1. — § 1. Voor de uitgaven met betrekking tot het begrotingsjaar 1989 worden kredieten geopend ten bedrage van :

(In miljoenen franken)

	Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
		Vastleggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Lopende uitgaven (TITEL I)	127 448,6	—	—
Kapitaaluitgaven (TITEL II)	6 288,1	762,0	450,0
Totalen	133 736,7	762,0	450,0

§ 2. De basisallocaties die voortvloeien uit de ventilatie van de kredieten over organisatieafdelingen en activiteitenprogramma's, zoals ze hernomen worden in de tabellen van de begrotingsmiddelen van het verantwoordingsprogramma, maken het voorwerp uit van een boekhoudkundige opvolging.

§ 3. Wanneer de uitsplitsing tussen organisatieafdelingen of programma's gemaakt wordt in de tabellen van de begrotingsmiddelen, kunnen de Ministers, ieder wat hem betreft, of de gedelegeerde ambtenaar, binnen de grens van elk van de kredieten geopend in de wetstabel, overgaan tot een herverdeling van de basisallocaties.

§ 4. De controleur der vastleggingen en het Rekenhof zien erop toe dat de uitgaven op de basisallocaties juist worden aangerekend en zorgen bovendien ervoor dat deze laatste, eventueel rekening houdend met de overeenkomstig § 3 doorgevoerde herverdelingen, niet overschreden worden.

*Bijzondere bepalingen
betreffende de lopende uitgaven en de kapitaaluitgaven*

Art. 2. Bij afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof :

1. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 10 000 000 frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen van de administratieve diensten van het departement, aan de rekenplichtigen van de buitendiensten ressorterend onder de Algemene Directie Organisatie van het Onderwijs en aan de rekenplichtigen van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer, wat betreft het leerlingenvervoer.

(1) Zitting 1988-1989.

Documenten van de Raad. — Nr. 4-III A, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 4-III A, nr. 1 (bijlage 1). Verantwoordingsprogramma. — Nr. 4-III A, nr. 2. Verslag. — Nr. 4-III A, nrs. 3 en 4. Amendementen.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 maart 1989.

2. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 25 000 000 frank aan de buitengewone rekenplichtige van het Economisch Bureau van de « Direction générale du Personnel, des Statuts et de l'Organisation administrative » worden verleend.

3. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 100 000 000 frank aan de buitengewone rekenplichtigen worden verleend op de begrotingsartikelen betreffende de betaling van het leerlingenvervoer.

Art. 3. Bij afwijking van artikel 14, eerste alinea, van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof mogen de geldvoorschotten gebruikt worden voor de uitkering van de bezoldigingen, de toelagen en vergoedingen van alle aard ten gunste van het personeel bezoldigd door de Gemeenschap, evenals voor de betaling van de schuldvorderingen voortvloeiend uit overeenkomsten die 100 000 frank niet overschrijden.

Gelet op het dringend karakter der in het vooruitzicht gestelde uitgaven en in afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten verleend worden aan de rekenplichtige belast met de vereffening der hulpelden en toelagen van sociale aard.

De buitengewone rekenplichtige van het Basisonderwijs wordt ertoe gemachtigd, de bijdrage van de Gemeenschap in het kostgeld van de kinderen, van wie de ouders geen vaste verblijfplaats hebben en die door hun ouders zijn toevertrouwd aan een internaat behorend tot het gesubsidieerd officieel onderwijs of aan een internaat behorend tot het gesubsidieerd vrij onderwijs, door middel van geldvoorschotten te betalen. Bovendien wordt hem machtiging verleend, deze bijdrage te betalen in de vorm van driemaandelijkse voorschotten.

Op het stuk van het schoolvervoer mogen de geldvoorschotten gebruikt worden voor de uitkering van vorderingen, hoe groot hun bedrag ook is, voor zover de overeenkomsten het voorwerp hebben uitgemaakt van een contract.

Art. 4. De uitgaven die betrekking hebben op de werkings- en uitrustingskosten der op het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland gevestigde Belgische scholen, psycho-medisch-sociale centra en kabinetten voor raadpleging en medische schoolinspectie en die ter plaatse verwezenlijkt moeten worden door de diensten afhankelijk van Landsverdediging, mogen gedaan worden overeenkomstig de in de Bondsrepubliek geldende regels en het voorwerp zijn van ordonnanties van kredietopening, hoe groot hun bedrag ook is, zulks ten bate van een buitengewone rekenplichtige aangesteld door de Minister van Landsverdediging, na instemming van de Franse Gemeenschapsexecutieve.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 5. De weddetoelagen van de personeelsleden van het voorschols en lager onderwijs, het secundair onderwijs, het niet-universitair hoger onderwijs, het buitengewoon onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie, de psycho-medisch-sociale centra, mogen in de vorm van vaste uitgaven uitbetaald worden.

Art. 6. De vergoedingen wegens begrafenis- en alsmede de geboortetoelagen mogen op dezelfde wijze uitbetaald worden als de bezoldigingen der belanghebbenden.

TITEL IV. — *Afzonderlijke sectie*

Art. 7. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in Titel IV van de tabel gevoegd bij dit decreet, worden geraamd op 13 669 900 000 frank voor de ontvangsten en op 13 632 600 000 frank voor de uitgaven.

Art. 8. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in Titel IV van de tabel gevoegd bij dit decreet wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de Minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen van het departement die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

Art. 9. In afwijking van de artikelen 14, eerste lid, en 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 50 000 000 frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen belast met de vereffening van de toelagen verleend ten laste van het Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek of van de instellingen belast met de uitvoering van de opdrachten ervan, alsmede van allerhande werkingsuitgaven, ongeacht het bedrag ervan, die voortvloeiën uit het beheer van bedoeld fonds of van bedoelde instellingen, voor zover die uitgaven betrekking hebben op materies waarvoor de Franse Gemeenschap bevoegd is.

Andere bijzondere bepalingen

Art. 10. Het bedrag van het schoolgeld betaald door de buitenlandse leerlingen en studenten van wie de ouders niet in België zijn gedomicilieerd en die onderwijs genieten in een door de Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde instelling bedoeld in de artikelen 58 en volgende van de wet van 21 juni 1986 in verband met het onderwijs, moet gestort worden op een fonds geopend :

— voor de instellingen van de Gemeenschap onder artikel 66.21.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie;

— voor de officiële gesubsidieerde instellingen, onder artikel 66.22.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie;

— voor de vrije gesubsidieerde instellingen, onder artikel 66.23.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie.

De ontvangsten van het fonds van artikel 66.21.A kunnen onder de verschillende scholen van de Gemeenschap met afzonderlijk beheer worden verdeeld als aanvullende dotaties.

De ontvangsten van de fondsen van de artikelen 66.22.A en 66.23.A zullen aangewend worden voor de betaling van de werkings-toelagen respectievelijk van de officiële gesubsidieerde onderwijsinstellingen en de vrije gesubsidieerde onderwijsinstellingen.

De bovenbedoelde ontvangsten mogen eveneens dienen ter terugbetaling van de uitgaven voortvloeiend uit geschillen ter zake en betreffende verplichtingen die na 1 januari 1989 ontstaan zijn.

De aanwending van de in de voormelde artikelen bedoelde middelen is afhankelijk van de instemming van de Executieve.

Art. 11. De opbrengst van de abonnementsgelden voor het vervoer van leerlingen met voertuigen van de Franse Gemeenschap evenals van de sommen gerecupereerd door de juridische dienst ingevolge ongevallen met voertuigen van de Gemeenschap beheerd door de dienst leerlingenvervoer mag gestort worden op een fonds geopend onder artikel 66.26.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie.

De ontvangsten van het fonds moeten bestemd zijn voor het onderhoud en de aankoop van de voertuigen van de Gemeenschap die beheerd worden door de dienst voor leerlingenvervoer, voor de betaling van de kosten voor leerlingenvervoer ingevolge de wet van 15 juli 1983 houdende oprichting van de dienst voor leerlingenvervoer, alsook voor de vergoeding van de getroffen en of hun rechthebbers bij ongevallen met voertuigen van de Gemeenschap.

Art. 12. De opbrengst van de terugvordering van de wedden en weddetoelagen, uitkeringen en bijkomende voordelen van de personeelsleden van het onderwijs van de Gemeenschap of de Staat en het gesubsidieerd onderwijs, ter beschikking gesteld buiten het onderwijs en de opbrengst van de terugvordering van bedragen die ten onrechte werden betaald voor personeelskosten in het algemeen worden gestort op een fonds geopend op artikel 66.38.B van Titel IV — Afzonderlijke sectie.

De ontvangsten van het fonds zullen bij voorrang aangewend worden voor de betaling van de wedden en weddetoelagen van het personeel van de onderwijsinstellingen van de Gemeenschap en van de officiële en vrije gesubsidieerde onderwijsinstellingen, die buiten het onderwijs ter beschikking werden gesteld, alsook voor de betaling van achterstallige lonen, wedden en weddetoelagen (uitkeringen en bijkomende voordelen) van het onderwijzend personeel van de verschillende onderwijsnetten, voor zover bedoelde achterstallige bedragen betrekking hebben op de periode na 1 januari 1989. Voor de aanwending van de middelen bedoeld in voormeld artikel is de instemming van de Executieve vereist; deze kan beslissen dat ze op een andere wijze zullen worden gebruikt.

Art. 13. In afwijking van artikel 16, derde lid, van de wet van 15 mei 1946 op de Rijkscomptabiliteit kunnen de bevoegde Ministers de verantwoordelijken voor het financieel beheer van de scholen en psycho-medisch-sociale centra met afzonderlijk beheer van de Franse Gemeenschap ertoe machtigen, de roerende voorwerpen waarover ze beschikken, te verkopen indien ze niet meer gebruikt kunnen worden.

Art. 14. De opbrengst van de verkoop van roerende goederen en van verschillende prestaties van het departement wordt gestort op het fonds, geopend op artikel 66.37.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie.

De ontvangsten van het fonds worden, na instemming van de Executieve, aangewend voor uitgaven met betrekking tot de activiteit van het departement.

Art. 15. Het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen, het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen en het Nationaal Waarborgfonds oefenen hun activiteiten verder uit in de bestaande juridische voorwaarden bepaald in de artikelen 19, 20 en 22 van de wet van 29 mei 1959, gewijzigd bij artikel 73, § 4, van de wet van 16 januari 1988.

Voor het jaar 1989 bedraagt de dotatie van het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen 1 575 miljoen frank en die van het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen 550 miljoen frank.

Het Nationaal Waarborgfonds wordt gemachtigd tot het dekken van leningen ten belope van 1 320 miljoen frank, waarvan 320 miljoen bestemd zijn voor het gesubsidieerd officieel onderwijs en 1 000 miljoen voor het gesubsidieerd vrij onderwijs. De aanwending van bedoelde machtiging tot dekking van een lening wordt strikt beperkt tot het betalingskrediet uitgetrokken op artikel 41.20 van sectie 40. Voor de volgende jaren komen de rentetoelagen ten laste van de gewone middelen, toegekend aan voormeld fonds of aan de instellingen die de opdrachten ervan uitvoeren.

De uitgaven van de instellingen bedoeld in dit artikel, gebeuren binnen de perken van de budgettaire middelen waarover ze kunnen beschikken en waarop de uitgaven voor het personeel en voor de algemene en administratieve werking worden aangerekend.

Begrotingen zullen opgemaakt worden voor het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen en voor het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen, vermeld onder dit artikel, met de verdeling van al hun ontvangsten en uitgaven die de Franse Gemeenschap betreffen. Die begrotingen zullen de Executieve van de Franse Gemeenschap vooraf ter goedkeuring voorgelegd worden.

Art. 16. De saldi die op 31 december 1988 beschikbaar waren als betalingsmiddelen op de artikelen 60.02 A en 60.65 A van de afzonderlijke sectie van de begroting van onderwijs — gemeenschappelijke sector van de fraanztalige en nederlandsstalige regimes — worden toegekend aan de Franse Gemeenschap wat haar betreft. Ze worden gestort op de rekening die voor deze Gemeenschap geopend is bij de Administratie der Thesaurie, op de daartoe in de begroting van ontvangsten bestemde rubriek, in het gedeelte betreffende de ontvangsten bestemd voor onderwijs en onderzoek krachtens de artikelen 38, 61, 62 en 73 van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Die saldi worden o.m. gebruikt voor de financiering van de betalingen betreffende beslissingen tot uitgaven, ingevolge vaste en definitieve verbintenissen die vóór 1 januari 1989 aangegaan zijn door het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen en het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen.

Daartoe worden een krediet van 2 209,8 miljoen frank, voor het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen of de instellingen die de opdracht ervan zullen vervullen, en een krediet van 1 470,5 miljoen frank, voor het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen of de instellingen die de opdracht ervan zullen vervullen, respectievelijk geopend op de artikelen 01.04 en 01.05 van sectie 81 van deze begroting. Die artikelen stijven de artikelen 60.51 A en 60.52 A van de afzonderlijke sectie, houdende de verrichtingen voor de lasten van het verleden, ten gevolge van de in vorig lid vermelde verbintenissen, voor bouwwerken betreffende het fraanztalig onderwijs dat thans tot de bevoegdheid van de Gemeenschap behoort.

De kredieten tot stijving van het Gebouwenfonds voor de Rijkscholen of van het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen of van de instellingen die de opdracht ervan zullen vervullen, die voorkomen in de artikelen 01.01 en 01.02 van sectie 81, worden vóór hun overheveling naar de afzonderlijke sectie vermindert met het bedrag van de uitgaven vastgelegd vóór de inwerkingtreding van dit decreet op de saldi die op 31 december 1988 beschikbaar waren.

Art. 17. De saldi die op 31 december 1988 als betalingsmiddelen beschikbaar waren op de artikelen 60.21 A, 60.40 A, 60.44 A, 60.45 A, 60.46 A, van de afzonderlijke sectie van de begroting van Onderwijs — Franstalig regime — voor 1988, worden ingevolge artikel 73 van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, toegekend aan de Franse Gemeenschap. Ze worden gestort op de rekening, voor deze Gemeenschap geopend bij de Administratie der Thesaurie, op de daartoe bestemde rubriek van de begroting van ontvangsten, in het gedeelte betreffende de ontvangsten bestemd voor onderwijs en onderzoek krachtens de artikelen 38, 61, 62 en 73 van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Die saldi stijven de artikelen die hetzelfde nummer dragen in de afzonderlijke sectie van deze begroting en worden daartoe als kredieten uitgetrokken respectievelijk op artikel 41.03, 61.06, 21.02, 44.06 en 44.05 van sectie 54 van deze begroting.

Voormelde kredieten worden vóór de overheveling ervan naar de afzonderlijke sectie vermindert met het bedrag van de uitgaven die vóór de inwerkingtreding van dit decreet vastgelegd werden op de saldi die op 31 december 1988 beschikbaar waren.

Art. 18. De uitgaven voor Onderwijs en Onderzoek, waartoe dit decreet machtiging verleent, worden o.m. gefinancierd door de uitsluitende bestemming van de middelen bedoeld in de artikelen 38, 62 en 73 van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en in artikel 61 voor zover dit betrekking heeft op voormelde materies.

Art. 19. De delegaties voor de verrichtingen inzake de ontvangsten en uitgaven van de Gemeenschap voor Onderwijs en Onderzoek blijven gelden, onder de bestaande voorwaarden, voor de personeelsleden die in de uitvoering ervan voorzien bij de overdracht van bevoegdheden bepaald bij de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Art. 20. In afwijking van artikel 32, § 3, van de wet van 29 mei 1959 wordt het bedrag van de werkingstoelagen per regelmatig leerling voor het schooljaar 1988-1989 bepaald op het bedrag voor het schooljaar 1987-1988 vastgesteld bij artikel 7 van de wet van 1 augustus 1988 houdende dringende maatregelen ter zake van onderwijs.

In afwijking van artikel 52, c) en d) van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra wordt het bedrag van de toelagen voor het schooljaar 1988-1989 bepaald op het bedrag, voor het schooljaar 1987-1988 vastgesteld bij artikel 10 van de wet van 1 augustus 1988 houdende dringende maatregelen ter zake van onderwijs.

Art. 21. In afwijking van artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 447 van 20 augustus 1986 tot wijziging van artikel 36 van de wet van 29 mei 1959 wordt de overgang naar de directe betaling van de weddetoelagen in het officieel gesubsidieerd onderwijs verdaagd tot uiterlijk 1 september 1990.

Art. 22. Artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986 houdende bepaling van de werkingstoelagen aan het gesubsidieerd onderwijs en van de werkingstoelagen aan het gesubsidieerd onderwijs wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1987, behalve artikel 1 dat op 1 januari 1990 van kracht wordt, en artikel 2, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1986. »

Art. 23. Voor het jaar 1989 wordt machtiging gegeven tot de toekenning van leringen ten belope van 225 miljoen frank, overeenkomstig artikel 6 van de wet van 2 augustus 1960 betreffende de tussenkomst van de Staat in de financiering van de vrije universiteiten en van diverse inrichtingen voor hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, voor het geheel van de betrokken franstalige instellingen.

Bedoelde leringen kunnen elke uitgave dekken betreffende enerzijds de modernisering, de verbouwing en de grote herstellingswerken in onroerende installaties bestemd voor Administratie, Onderwijs en Onderzoek, alsook in de restaurants en tehuizen voor studenten, en anderzijds de financiering van bouwwerken voor Administratie, Onderwijs en Onderzoek alsook van de erop betrekking hebbende infrastructuurwerken. Een in de Executieve overlegd besluit zal de verdeling van voormeld bedrag vaststellen, na goedkeuring door de Executieve van een jaarprogramma voor bedoelde investeringen en op advies van de commissaris of afgevaardigde van de Executieve.

Voor het jaar 1989 wordt machtiging verleend tot de toekenning van een bedrag van 225 miljoen frank aan kredieten, bedoeld in artikel 9 bis, § 1, van de wet van 22 april 1958 tot oprichting van een Fonds voor schoolgebouwen en gebouwen in schoolverband van het Rijk en houdende sommige maatregelen betreffende de onroerende installaties in de inrichtingen voor universitaire onderwijs die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat.

Bedoelde kredieten zullen alle uitgaven dekken enerzijds voor de modernisering, de verbouwing en grote herstellingswerken in de onroerende installaties bestemd voor Administratie, Onderwijs en Onderzoek, alsook voor de restaurants en tehuizen voor studenten, en anderzijds voor de financiering van bouwwerken voor Administratie, Onderwijs en Onderzoek.

Art. 24. Voor het jaar 1989 worden uitzonderlijke en niet-recurrente kredieten en toelagen, in vastleggingsmiddelen, voor een totaal bedrag van 437,0 miljoen frank voor de universiteiten van de Franse Gemeenschap en van 325,0 miljoen frank voor de vrije universiteiten uitgetrokken op de begroting van het departement met het oog op de voltooiing van de overheveling van vestigingsplaatsen van de universiteiten van de Franse Gemeenschap en van de vrije universiteiten.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 24 april 1989.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve, belast met de Cultuur en de Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, van Sport, van Toerisme en van Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en van Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid,

Ch. PICQUE

TABELLEN

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989

SECTIE 01

Kabinet van de Minister van Onderwijs en Vorming,
van Sport, van Toerisme en van Internationale BetrekkingenHOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen*
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.01	Jaarwedde en representatiekosten van de Minister	—
11.02	Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van het Kabinet	22,5
Totaal voor § 1		22,5

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.06	Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het Kabinet (met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen) — Belastingen slaande op gebouwen van de Gemeenschap of door haar gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen	11,0
12.07	Kosten van eerste instelling van het Kabinet (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, enz.)	5,7
12.19	Werkingskosten van het Kabinet	7,1
Totaal voor § 2		23,8
Totaal voor hoofdstuk I		46,3

Totaal voor sectie 01. — Kabinet van de Minister van Onderwijs en Vorming, van Sport, van Toerisme en van Internationale Betrekkingen 46,3

SECTIE 02. — Kabinet van de Minister van Onderwijs
en Wetenschappelijk Onderzoek van de Franse GemeenschapHOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen*
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.01	Jaarwedde en representatiekosten van de Minister	2,5
11.02	Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van het Kabinet	65,2
Totaal voor § 1		67,7

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.06	Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het Kabinet (met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen) — Belastingen slaande op gebouwen van de Gemeenschap of door haar gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen	5,0
12.07	Kosten van eerste instelling van het Kabinet (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, enz.) (<i>pro memorie</i>)	—
12.19	Werkingskosten van het Kabinet	28,5
Totaal voor § 2		33,5
Totaal voor hoofdstuk I		101,2

Totaal voor sectie 02. — Kabinet van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van de Franse Gemeenschap 101,2

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989

SECTIE 40. — Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten

HOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen*
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — inbegrepen de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door werkongeval getroffen)	307,2
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	13,0
11.05	Allerhande uitgaven voor maatschappelijk dienstbetoon, andere dan aankoop van vermogensgoederen. (Het bedrag van de door de personeelsleden van het Departement verrichte terugstortingen op de leningen die ten laste van onderhavig artikel toegestaan werden kan overgebracht worden op het krediet van een speciale rekening geopend op Titel IV — Afzonderlijke Sectie, te beheren door de rekenplichtige van de Sociale Dienst ten einde opnieuw gebruikt te worden onder de vorm van leningen.) (Zie art. 63.02 C van titel IV) ...	12,0
11.10	Terugbetaling aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de wedden uitbetaald aan tewerkgestelde werklozen	13,0
Totaal voor § 1		345,2

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	34,2
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	241,1
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen	20,4
12.04	Huur van mechanografische installaties	161,2
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	16,0
12.06	Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het departement (met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen) — Belastingen slaande op gebouwen van de Gemeenschap of door haar gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen ..	70,0
12.07	Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankopen van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, huurschade)	7,4
12.18	Onderhoudswerken ten laste van de Staat-eigenaar uitgevoerd door het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen (<i>pro memorie</i>)	—
Totaal voor § 2		550,3
Totaal voor hoofdstuk I		895,5

HOOFDSTUK III. — *Inkomensoverdrachten*
aan andere sectoren

33.01	Allerhande schadevergoedingen aan derden voortvloeiend uit het opnemen van verantwoordelijkheid ten overstaan van door zijn organen en door zijn bedienden gepleegde daden	0,0
Totaal voor hoofdstuk III		6,6

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid		
41.01	Aandeel in de werkingskosten van het Nationaal Geografisch Instituut	8,0
41.20	Toelage aan het Nationaal Waarborgfonds voor schoolgebouwen	92,5
43.20	Verplaatsingskosten op het stuk van arbeidsongevallen : personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs en personeel van de officiële gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, waarvan de bezoldiging ten laste is van de Gemeenschap	0,5
44.20	Verplaatsingskosten op het stuk van arbeidsongevallen : personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs en personeel van de vrije gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, waarvan de bezoldiging ten laste is van de Gemeenschap	0,5
Totaal voor hoofdstuk IV		101,5
HOOFDSTUK 01. — Diversen		
01.01	Provisie voor dekking van de lasten die voortvloeien uit de sociale programmering en de indexerings (het saldo beschikbaar op 31 december wordt overgedragen op artikel 66.36 B van de Afzonderlijke sectie)	1 149,6
01.02	Provisie voor de betaling van achterstallige uitgaven met betrekking tot 1989 en de daarop volgende jaren bij toepassing van artikel 81, § 1, zesde lid, van de wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten (het saldo beschikbaar op 31 december wordt overgedragen op artikel 66.36 B van de Afzonderlijke sectie)	1 011,1
Totaal voor hoofdstuk 01		2 160,7
Totaal voor sectie 40. — Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten		3 164,3
SECTIE 51. — Voorschools- en basisonderwijs		
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)		
§ 1. Lonen en sociale lasten		
11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — inbegrepen de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door werkongeval getroffen)	3 380,6
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	0,5
Totaal voor § 1		3 381,1
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten		
12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	3,4
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	5,0
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen (<i>pro memorie</i>)	—
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	10,2
12.21	Verzekering van de leerlingen	9,6
12.23	Aankoop van grondstoffen en bijbehorend materieel bestemd voor didactische doeleinden (<i>pro memorie</i>)	—
12.24	Kosteloos verstrekken van leerboeken en schoolbehoeften (<i>pro memorie</i>)	—
12.25	Gemeenschapsinternaten. — Bijdrage van de Gemeenschap in het kostgeld voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben (<i>pro memorie</i>)	—

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989
12.26	Bezoldiging van het middagtoezicht in de inrichtingen van de Gemeenschap (<i>pro memorie</i>)	—
12.36	Allerhande uitgaven in verband met de studie van de vraagstukken met het oog op de aanpassing van het basisonderwijs	6,1
	Totaal voor § 2 ...	34,3
	Totaal voor hoofdstuk I ...	3 415,4

HOOFDSTUK IV. — *Inkomensoverdrachten
binnen de sector overheid*

41.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs (<i>pro memorie</i>)	—
41.23	Globale dotatie bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de diensten van de Gemeenschap met afzonderlijk beheer in het Gemeenschapsonderwijs (art. 3, § 1 van de wet van 29 mei 1959) (over te schrijven op artikel 79.02 C van Titel IV)	182,6
43.01	Weddetoelagen aan de officiële gesubsidieerde scholen	13 222,7
43.02	Werkingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde scholen (<i>pro memorie</i>)	—
43.03	Bijdrage van de Gemeenschap in de kosten van leerboeken en schoolbehoeften in de officiële gesubsidieerde scholen (<i>pro memorie</i>)	—
43.04	Internaten van het officieel gesubsidieerd onderwijs. — Bijdrage van de Gemeenschap in het kostgeld voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben	1,0
43.05	Werkingsstoelagen aan de internaten verbonden aan de officiële gesubsidieerde instellingen voor basisonderwijs	3,0
43.06	Toelagen van de Gemeenschap voor de vergoeding van het middagtoezicht in de officiële gesubsidieerde scholen	46,0
43.07	Toelagen aan de officiële gesubsidieerde onderwijsinstellingen, aan de diensten voor beroepsoriëntering en aan de officiële gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, bestemd voor de vergoeding van de stagiairs (economische herstellwet)	35,7
43.08	Vorming en bijscholing van leerkrachten van de officiële gesubsidieerde sector	13,0
43.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de officiële gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	1 306,8
44.01	Weddetoelagen aan de vrije gesubsidieerde scholen	10 843,0
44.02	Werkingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde scholen (<i>pro memorie</i>)	—
44.03	Bijdrage van de Gemeenschap in de kosten van leerboeken en schoolbehoeften in de vrije gesubsidieerde scholen (<i>pro memorie</i>)	—
44.04	Internaten van het vrij gesubsidieerd onderwijs. — Bijdrage van de Gemeenschap in het kostgeld voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben	0,2
44.05	Toelagen aan de vrije gesubsidieerde lagere scholen waar proefnemingen worden gedaan voor de praktische toepassing van de nieuwe methodes	—
44.06	Toelagen van de Gemeenschap voor de vergoeding van het middagtoezicht in de vrije gesubsidieerde scholen	42,7
44.08	Vorming en bijscholing van leerkrachten van de vrije gesubsidieerde sector	12,0
44.12	Toelagen aan de vrije gesubsidieerde onderwijsinstellingen, aan de diensten voor beroepsoriëntering en aan de vrije gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, bestemd voor de vergoeding van de stagiairs (economische herstellwet)	13,0
44.21	Werkingsstoelagen aan de internaten verbonden aan de vrije gesubsidieerde instellingen voor basisonderwijs	16,5
44.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de vrije gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	1 237,2
	Totaal voor hoofdstuk IV ...	26 975,4

HOOFDSTUK 01. — *Diversen*

01.01	Bijdrage van de Gemeenschap in de vorming van vormingswerkers en de bevordering van de cultuur in het kader van de socio-culturele en sportactiviteiten (<i>pro memorie</i>)	—
01.02	Vorming en bijscholing van leerkrachten van de Gemeenschap	3,0
	Totaal voor hoofdstuk 01 ...	3,0
	Totaal voor sectie 51. — Voorschools- en basisonderwijs ...	30 393,8

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989

SECTIE 52. — Secundair onderwijs

HOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen*
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — inbegrepen de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door werkongeval getroffen)	17 556,0
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	8,2
Totaal voor § 1		17 564,2

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	0,7
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publicaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	4,5
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen (<i>pro memorie</i>)	—
12.04	Huur van mechanografische installaties	9,3
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	16,1
12.07	Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankopen van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, huurschade) (<i>pro memorie</i>)	—
12.20	Taaluitwisselingen, prijsuitreikingen, schoolreizen en -uitstappen, opvoedende manifestaties en publiciteit (<i>pro memorie</i>)	—
12.21	Verzekering van de leerlingen	20,0
12.23	Aankoop van grondstoffen en bijbehorend materieel bestemd voor didactische doeleinden (<i>pro memorie</i>)	—
12.45	Diverse verbruiks- en werkingsuitgaven van de Belgische scholen gevestigd op het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland	153,0
Totaal voor § 2		203,6
Totaal voor hoofdstuk I		17 767,8

HOOFDSTUK IV. — *Inkomensoverdrachten*
binnen de sector overheid

41.01	Dotatie aan de Staatsdiensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs	—
41.23	Globale dotatie bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de diensten van de Gemeenschap met afzonderlijk beheer in het onderwijs (art. 3, § 1 van de wet van 29 mei 1959) (over te schrijven op art. 70.02 C van Titel IV)	1 987,7
43.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen	9 525,6
43.02	Werkingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
43.05	Werkingsstoelagen aan de internaten verbonden aan de officiële gesubsidieerde instellingen voor secundair onderwijs	53,9
43.07	Toelagen aan de officiële gesubsidieerde onderwijsinstellingen, aan de diensten voor beroepsoriëntering en aan de officiële gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, bestemd voor de vergoeding van de stagiairs (economische herstelwet)	11,8
43.08	Toelagen bestemd voor de betaling van de voordrachtgevers van het officieel gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het koninklijk besluit van 24 december 1987 (nieuw)	0,5
43.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de officiële gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	1 232,5

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989
44.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentoeelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen	23 138,0
44.02	Werkingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
44.08	Toelagen bestemd voor de betaling van de voordrachtgevers van het vrij gesubsidieerd onderwijs, in toepassing van het koninklijk besluit van 24 december 1987 (nieuw)	2,0
44.11	Werkingsstoelagen aan de pluralistische inrichtingen	1,0
44.12	Toelagen aan de vrije gesubsidieerde onderwijsinstellingen, aan de diensten voor beroepsoriëntering en aan de vrije gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, bestemd voor de vergoeding van de stagiairs (economische herstelwet)	47,1
44.14	Toelage aan de Decrolyschool waar proefnemingen worden gedaan voor de praktische toepassing van de nieuwe methodes	1,2
44.21	Werkingsstoelagen aan de internaten verbonden aan de vrije gesubsidieerde instellingen voor secundair onderwijs	157,5
44.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de vrije gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	2 920,0
Totaal voor hoofdstuk IV		39 078,8
Totaal voor sectie 52. — Secundair onderwijs		56 846,6
SECTIE 53. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte buitengewoon onderwijs		
HOOFDSTUK I. — <i>Consumptieve bestedingen</i> (<i>Lopende uitgaven voor goederen en diensten</i>)		
§ 1. Lonen en sociale lasten		
11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — inbegrepen de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door werkongeval getroffen)	2 227,5
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	—
Totaal voor § 1		2 227,5
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten		
12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	0,1
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	0,5
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen (<i>pro memorie</i>) ..	—
12.04	Huur van mechanografische installaties	4,0
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	3,1
12.07	Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankoop van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, huurschade) (<i>pro memorie</i>)	—
12.20	Taaluitwisselingen, prijsuitreikingen, schoolreizen en -uitstappen, opvoedende manifestaties en publiciteit (<i>pro memorie</i>)	—
12.21	Verzekering van de leerlingen	1,9
12.26	Bezoldiging van het middagtoezicht (<i>pro memorie</i>)	—
12.45	Diverse verbruiks- en werkingsuitgaven van de Belgische scholen gevestigd op het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland	4,1
Totaal voor § 2		13,7
Totaal voor hoofdstuk I		2 241,2

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989

HOOFDSTUK IV. — *Inkomensoverdrachten
binnen de sector overheid*

41.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs	—
41.23	Globale dotatie bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de diensten van de Gemeenschap met afzonderlijk beheer in het Gemeenschapsonderwijs (art. 3, § 1 van de wet van 29 mei 1959) (over te schrijven op artikel 70.02 C van Titel IV)	305,7
43.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen	1 446,5
43.02	Werkingstoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
43.03	Bijdrage in de kosten van leerboeken en schoolbehoeften in de officiële gesubsidieerde scholen (<i>pro memorie</i>)	—
43.06	Toelagen voor de vergoeding van het middagtoezicht in de officiële gesubsidieerde scholen	0,6
43.07	Toelagen aan de officiële gesubsidieerde onderwijsinstellingen, aan de diensten voor beroepsoriëntering en aan de officiële gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, bestemd voor de vergoeding van de stagiairs (economische herstelwet)	7,1
43.08	Vorming en bijscholing van leerkrachten van de officiële gesubsidieerde sector	3,2
43.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de officiële gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	137,6
44.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen	2 866,6
44.02	Werkingstoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
44.03	Bijdrage in de kosten van leerboeken en schoolbehoeften in de vrije gesubsidieerde scholen (<i>pro memorie</i>)	—
44.06	Toelagen voor de vergoeding van het middagtoezicht in de vrije gesubsidieerde scholen ...	0,6
44.08	Vorming en bijscholing van leerkrachten van de vrije gesubsidieerde sector	5,6
44.12	Toelagen aan de vrije gesubsidieerde onderwijsinstellingen, aan de diensten voor beroepsoriëntering en aan de vrije gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, bestemd voor de vergoeding van de stagiairs (economische herstelwet)	10,9
44.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de vrije gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	300,0
Totaal voor hoofdstuk IV		5 084,4

HOOFDSTUK 01. — *Diversen*

Divers

01.02	Vorming en bijscholing van leerkrachten van de Gemeenschap	3,2
Totaal voor hoofdstuk I		3,2
Totaal voor sectie 53. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte buitengewoon onderwijs		7 328,8

SECTIE 54

Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek :
universitair onderwijs en wetenschappelijk onderzoek

HOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)*

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulp personeel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — inbegrepen de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulp personeel, in dienst door werkongeval getroffen)	55,3
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	1,1
Totaal voor § 1		56,4
Totaal voor hoofdstuk I		56,4

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989
HOOFDSTUK II. — Rente en verliezen van bedrijven		
21.01	Toelagen aan de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, aan het Gemeentekrediet van België of aan een andere instelling die daartoe een overeenkomst met de Staat heeft gesloten, voor leningen aan het eigen vermogen van de instellingen voor universitair onderwijs die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat en de Gemeenschap, enkel voor onroerende installaties met sociale doeleinden (zie art. 60.44 A van titel IV)	24,0
21.02	Toelagen voor de onroerende installaties in de inrichtingen voor universitair onderwijs. — Instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat. — Onroerende installaties met sociale doeleinden (wet van 27 juli 1971). Overdracht van de kredieten beschikbaar op artikel 60.44 A van de Afzonderlijke sectie van de begroting van Onderwijs voor 1988 naar artikel 60.44 A van de Afzonderlijke sectie van deze begroting (kredieten verminderd met de vastleggingen, sinds 1 januari 1989 verricht op de betrokken overdrachten, eventueel aangepast in functie van materiële rechtzettingen gemeld door de Administratie der Thesaurie)	39,7
Totaal voor hoofdstuk II		63,7
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten aan andere sectoren		
33.07	Toelagen aan wetenschappelijke en universitaire verenigingen	1,6
33.12	Toelagen voor de financiering van beurzen en aanverwante kosten aan het Belgisch Geschiedkundig Instituut te Rome, aan de Franse School te Athene en aan de onderzoekstations in het buitenland	2,5
33.14	Toelage voor de intekening op sommige werken en voor de financiering van wetenschappelijke periodieke publikaties	8,4
33.16	Toelage aan het « Centre interuniversitaire de Formation permanente » te Charleroi, aan het « Centre universitaire de Charleroi » en aan het « Institut polytechnique de Charleroi » .	7,5
33.18	Toelagen aan de universiteiten en aan de instellingen die ermee gelijkgesteld zijn krachtens de gecoördineerde wetten op de toekenning van de academische graden en het programma der universitaire examens, en de wet van 9 april 1965 houdende diverse maatregelen voor de universitaire expansie, bestemd voor de werking van de sociale diensten, de oriënteringsdiensten, de spijshuizen en de studentenhuizen	340,9
33.19	Toelagen voor de financiering van congressen en colloquia in België, ingericht door Franstalige instellingen	2,4
Totaal voor hoofdstuk III		363,3
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid		
41.02	Toelagen aan het Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek (zie art. 60.21 A en 60.23 A van titel IV)	403,3
41.03	Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek (koninklijk besluit van 5 februari 1962, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 april 1965) ; programma's van collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek op ministerieel initiatief. Overdracht van de kredieten beschikbaar op artikel 60.21 A van de Afzonderlijke sectie van de begroting van Onderwijs voor 1988 naar artikel 60.21 A van de Afzonderlijke sectie van deze begroting (kredieten verminderd met de vastleggingen sinds 1 januari 1989 verricht op de betrokken overdrachten, eventueel aangepast in functie van materiële rechtzettingen gemeld door de Administratie der Thesaurie)	34,9
41.07	Toelagen aan het patrimonium van de « Académie royale de Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique », voor de werking van de nationale wetenschappelijke comités en van de bibliotheek	—
44.02	Werkingsuitkering aan de « Université catholique de Louvain » (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	3 725,5
44.05	Toelagen voor de onroerende installaties in de instellingen voor universitair onderwijs. — Vrije universiteiten of andere vrije universitaire instellingen. — Onroerende installaties met sociale doeleinden. Overdracht van de kredieten beschikbaar op artikel 60.46 A van de Afzonderlijke sectie van de begroting van Onderwijs voor 1988 naar artikel 60.46 A van de Afzonderlijke sectie van deze begroting (kredieten verminderd met de vastleggingen sinds 1 januari 1989 verricht op de betrokken overdrachten, eventueel aangepast in functie van materiële rechtzettingen gemeld door de Administratie der Thesaurie)	267,1

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989
44.06	Toelagen en financiële lasten voor de onroerende installaties in de instellingen voor universitair onderwijs. — Vrije universiteiten of andere vrije universitaire instellingen. — Onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek (wet van 27 juli 1971). Overdracht van de kredieten beschikbaar op artikel 60.45 A van de Afzonderlijke sectie van de begroting van Onderwijs voor 1988 naar artikel 60.45 A van de Afzonderlijke sectie van deze begroting (kredieten verminderd met de vastleggingen sinds 1 januari 1989 verricht op de betrokken overdrachten, eventueel aangepast in functie van materiële rechtzettingen gemeld door de Administratie der Thesaurie)	1 291,9
44.07	Pensioentolagen aan de vrije universitaire instellingen (wet van 27 juli 1971)	—
44.08	Toelagen en financiële lasten voor onroerende investeringen aan de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, aan het Gemeentekrediet van België of aan een andere instelling die daartoe een overeenkomst met de Gemeenschap heeft gesloten voor leningen aan de vrije universitaire instellingen (over te schrijven op de artikelen 60.45 A en 60.46 A van titel IV)	2 194,9
44.09	Toelage aan de « Fondation universitaire luxembourgeoise » (universitaire instelling bedoeld in art. 22 van de wet van 28 mei 1971)	80,6
44.10	Toelage aan het « Institut universitaire d'Etudes du Judaïsme Martin Buber »	4,3
44.11	Krediet bestemd voor het financieren van de fondsen voor onderzoek van de vrije universitaire instellingen (<i>pro memorie</i>)	—
44.13	Werkingsuitkering aan de « Université libre de Bruxelles » (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	2 973,0
44.15	Werkingsuitkering aan de « Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix » te Namen (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	914,0
44.16	Werkingsuitkering aan de « Faculté universitaire catholique » te Bergen (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	193,1
44.18	Werkingsuitkering aan de « Faculté polytechnique » te Bergen (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	430,5
44.19	Werkingsuitkering aan de « Facultés universitaires Saint-Louis » te Brussel (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	190,3
Totaal voor hoofdstuk IV		12 703,4
HOOFDSTUK 01. — Diversen		
01.01	Werkingsuitkering aan de « Université de Liège » (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	2 591,6
01.06	Regeringscommissarissen en -afgevaardigden (uitgaven voor personeel, uitrusting en werking)	13,9
01.07	Bijdrage van de Staat ter toepassing van artikel 34 van de wet van 27 juli 1971 (in afwachting van de publikatie van de uitvoeringsbesluiten, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	154,9
01.08	Toelagesupplementen in uitvoering van artikel 35 van de wet van 27 juli 1971	123,2
01.11	Werkingsuitkering aan de « Université de Mons » (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	532,8
01.13	Werkingsuitkering aan de « Faculté des sciences agronomiques à Gembloux » (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	301,6
01.14	« Ecole d'Interprètes internationaux » te Bergen (terugbetaling aan de « Université de l'Etat » te Bergen) (<i>pro memorie</i>)	—
01.15	Uitgaven van allerlei aard ten einde de wetenschappelijke samenwerking te bevorderen tussen laboratoria, diensten en departementen van Belgische Franstalige instellingen en van buitenlandse instellingen	2,1
01.19	Toelage aan « International Association for the evaluation of educational achievement » ..	5,0
Totaal voor hoofdstuk 01		3 815,1
Totaal voor sectie 54. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : universitair onderwijs en wetenschappelijk onderzoek		17 001,9

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989

**SECTIE 55. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek :
niet-universitair hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek**

**HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)**

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — inbegrepen de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door werkongeval getroffen)	1 685,1
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	7,5
Totaal voor § 1		1 692,6

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	0,3
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaustkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	1,2
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen (<i>pro memorie</i>)	—
12.04	Huur van mechanografische installaties	5,7
12.06	Allerhande vergoedingen aan het rijkspersoneel voor werkelijke lasten en materiële schade, evenals de vervoerkosten betreffende diensttreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	2,5
12.21	Verzekering van de leerlingen	6,0
12.23	Aankoop van grondstoffen en bijbehorend materieel bestemd voor didactische doeleinden (<i>pro memorie</i>)	—
Totaal voor § 2		15,7
Totaal voor hoofdstuk I		1 708,3

**HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten
binnen de sector overheid**

41.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs	—
41.23	Globale dotatie bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de diensten van de Gemeenschap met afzonderlijk beheer in het Gemeenschapsonderwijs (art. 3, § 1 van de wet van 29 mei 1959) (over te schrijven op artikel 70.02 C van Titel IV)	474,0
43.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan de officiële gesubsidieerde instellingen	1 731,2
43.02	Werkingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde instellingen (<i>pro memorie</i>)	—
43.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de officiële gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1, van de wet van 29 mei 1959)	243,8
44.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan de vrije gesubsidieerde instellingen	2 610,4
44.02	Werkingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde instellingen (<i>pro memorie</i>)	—
44.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de vrije gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1, van de wet van 29 mei 1959)	361,0
Totaal voor hoofdstuk IV		5 420,4

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989

HOOFDSTUK 01. — *Diversen*

01.04	« Ecole d'Interprètes internationaux » te Bergen (terugbetaling aan de « Université de l'Etat » te Bergen)	14,4
01.10	Hoge Raden voor het hoger onderwijs	2,4
01.12	Vaste Raad voor het hoger onderwijs	0,3
01.16	Instituut Administratie — Universiteiten	—
Totaal voor hoofdstuk 01		17,1

Totaal voor sectie 55. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : niet-universitair hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek 7145,8

**SECTIE 56. — ~~Buitengewoon onderwijs~~
en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte sociale promotie**

**HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)**

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — inbegrepen de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door werkongeval getroffen)	723,5
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	0,1
Totaal voor § 1		723,6

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	0,1
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	0,6
12.03	Uitgaven voor energieverbruik ; stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen (<i>pro memorie</i>) ..	—
12.04	Huur van mechanografische installaties	7,2
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	2,3
12.07	Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankoop van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, huurschade) (<i>pro memorie</i>)	—
12.20	Taaluitwisselingen, prijsuitreikingen, schoolreizen en -uitstappen, opvoederende manifestaties en publiciteit (<i>pro memorie</i>)	—
12.21	Verzekering van de leerlingen	6,8
12.23	Aankoop van grondstoffen en bijbehorend materieel bestemd voor didactische doeleinden (<i>pro memorie</i>)	—
Totaal voor § 2		17,0

Totaal voor hoofdstuk I 740,6

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid		
41.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs (<i>pro memorie</i>)	—
41.23	Globale dotatie bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de diensten van de Gemeenschap met afzonderlijk beheer in het Gemeenschapsonderwijs (art. 3, § 1, van de wet van 29 mei 1959) (over te schrijven op de artikelen 70.02 C en 70.03 C van Titel IV)	62,6
43.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen	905,0
43.02	Werkingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
43.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de officiële gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	132,6
44.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen*	652,1
44.02	Werkingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
44.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de vrije gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	75,0
Totaal voor hoofdstuk IV		1 827,3
Totaal voor sectie 66. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte sociale promotie		2 567,9

SECTIE 61. — Dienst voor het leerlingenvervoer**HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)****§ 1. Lonen en sociale lasten**

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — inbegrepen de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door werkongeval getroffen)	59,1
Totaal voor § 1		59,1

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	7,7
12.02	Verbruikskosten in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	51,9
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen	19,0
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	0,9
12.22	Vervoerkosten	512,2
Totaal voor § 2 ...		591,7
Totaal voor hoofdstuk I		650,8

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989

HOOFDSTUK IV. — *Inkomenoverdrachten
binnen de sector overheid*

43.08	Bijdrage in de kosten voor het vervoer van gehandicapte kinderen van het officieel gesubsidieerd onderwijs of van gehandicapten die daarmee gelijkgesteld zijn	67,8
44.17	Bijdrage in de kosten voor het vervoer van gehandicapte kinderen van het vrij gesubsidieerd onderwijs of van gehandicapten die daarmee gelijkgesteld zijn	89,3
Totaal voor hoofdstuk IV ...		157,1
Totaal voor sectie 61. — Dienst voor het leerlingenvervoer ...		807,9

SECTIE 64^a — *Organisatie van het Onderwijs
(het beheer van de P.M.S.-centra inbegrepen)*

HOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)*

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — inbegrepen de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door werkongeval getroffen)	667,5
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	0,1
Totaal voor § 1 ...		667,6

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	31,2
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	76,7
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen	1,7
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	8,4
12.06	Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het departement, met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. — Belastingen slaande op gebouwen van de Gemeenschap of door haar gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen	3,8
12.07	Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankoop van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, huurschade)	0,5
12.18	Onderhoudswerken ten laste van de Gemeenschap-eigenaar	—
Totaal voor § 2 ...		122,3
Totaal voor hoofdstuk I ...		789,9

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989
HOOFDSTUK III. — <i>Inkomstenoverdrachten aan andere sectoren</i>		
33.02	Toelage aan de A.E.D.E. « Association européenne des Enseignants » — Officiële sector ...	0,1
33.03	Toelage aan de V.Z.W. « Sport, Culture, Ecole et Solidarité (S.C.E.S.) » te Brussel	12,0
33.04	Toelage aan de « Association pour la promotion des enseignants belges d'expression française à l'étranger » (A.P.E.F.E.)	64,1
33.17	Toelage aan de A.E.D.E. « Association européenne des Enseignants » — Vrije sector	0,1
33.18	Allerhande toelagen in verband met het onderwijs	6,6
33.20	Toelage aan de V.Z.W. « Fédération sportive de l'enseignement de la Communauté »	8,0
34.01	Belgische bijdrage aan de Conferentie van de Ministers van Onderwijs van de Franssprekende Staten van Afrika en van Madagascar	1,0
34.02	Toelage aan de « Académie internationale des Sciences de l'Education »	0,1
Totaal voor hoofdstuk III		92,0
HOOFDSTUK IV. — <i>Inkomstenoverdrachten binnen de sector overheid</i>		
41.01	Dotatie aan de Gemeenschapdiensten met afzonderlijk beheer (<i>pro memorie</i>)	—
41.23	Globale dotatie bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de als Gemeenschapdiensten met afzonderlijk beheer ingerichte diensten voor beroepsoriëntering en psycho-medisch-sociale centra van het Rijk (art. 21 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962) (over te schrijven op artikel 70.04 C van Titel IV)	100,0
43.01	Weddetoelagen aan de officiële gesubsidieerde diensten voor beroepsoriëntering en psycho-medisch-sociale centra	378,5
43.02	Werkingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde diensten voor beroepsoriëntering en psycho-medisch-sociale centra (<i>pro memorie</i>)	—
43.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de officiële gesubsidieerde diensten voor beroepsoriëntering en psycho-medisch-sociale centra (art. 51 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962)	46,7
44.01	Weddetoelagen aan de vrije gesubsidieerde diensten voor beroepsoriëntering en psycho-medisch-sociale centra	556,8
44.02	Werkingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde diensten voor beroepsoriëntering en psycho-medisch-sociale centra (<i>pro memorie</i>)	—
44.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de vrije gesubsidieerde diensten voor beroepsoriëntering en psycho-medisch-sociale centra (art. 51 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962)	69,9
Totaal voor hoofdstuk IV		1 151,9
HOOFDSTUK 01. — <i>Diversen</i>		
01.03	Nationaal informatiecentrum voor opvoeding	1,2
01.04	Lopende uitgaven met betrekking tot de pedagogische activiteiten van de Europese Gemeenschappen	8,0
01.05	Uitgaven van allerlei aard met betrekking tot de Hoge Raad voor het pluralistisch onderwijs	1,1
Totaal voor hoofdstuk 01		10,3
Totaal voor sectie 64. — Organisatie van het Onderwijs (het beheer van de P.M.S.-centra inbegrepen)		2 044,1
Totaal voor deel A van titel I. — Lopende uitgaven		127 448,6

TITEL II. — Kapitaaluitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989

DEEL I

Kredieten voor de uitvoering van het investeringsprogramma

SECTIE 53. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte buitengewoon onderwijs

HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)

72.09	Aankoop, bouw en geschiktmaking van gebouwen bestemd voor het buitengewoon rijks-onderwijs (<i>pro memorie</i>) :	
	Vastleggingskredieten	—
	Ordonnanceringskredieten	—
	Totaal voor hoofdstuk VII ...	—
	Vastleggingskredieten ...	—
	Ordonnanceringskredieten ...	—
	Totaal voor sectie 53. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie ; gedeelte buitengewoon onderwijs ...	—
	Vastleggingskredieten ...	—
	Ordonnanceringskredieten ...	—

SECTIE 54. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : universitair onderwijs en wetenschappelijk onderzoek

HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de sector overheid

61.05	Kredieten voor de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de inrichtingen voor universitair onderwijs die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit nr. 187 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen, zoals het gewijzigd werd, inzonderheid bij de wet van 4 augustus 1986. (Zie artikelen 60.40 A, 60.41 A en 60.42 A, van Titel IV.)	225,0
61.06	Kredieten voor de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de inrichtingen voor universitair onderwijs die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit nr. 187 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen, zoals het gewijzigd werd, inzonderheid bij de wet van 4 augustus 1986 : « Université de l'Etat à Liège » (wet van 27 juli 1971). Overdracht van de kredieten beschikbaar op artikel 60.40 A van de Afzonderlijke sectie van de begroting van Onderwijs voor 1988 naar artikel 60.40 A van de Afzonderlijke sectie van deze begroting (kredieten verminderd met de vastleggingen sinds 1 januari 1989 verricht op de betrokken overdrachten, eventueel aangepast in functie van materiële rechtzettingen gemeld door de Administratie der Thesaurie)	200,7
64.04	Uitzonderlijke en niet-recurrente toelagen bestemd voor de voltooiing van de overheveling van de vestigingsplaatsen van de « Université catholique de Louvain-la-Neuve » : Vastleggingskredieten	250,0
	Ordonnanceringskredieten	125,0
64.06	Uitzonderlijke en niet-recurrente toelagen bestemd voor de voltooiing van de overheveling van de vestigingsplaatsen van de « Université libre de Bruxelles » : Vastleggingskredieten	75,0
	Ordonnanceringskredieten	25,0
	Totaal voor hoofdstuk VI. — Niet-gesplitste kredieten ...	425,7
	Vastleggingskredieten ...	325,0
	Ordonnanceringskredieten ...	150,0

TITEL II. — Kapitaaluitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989
HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)		
72.07	Bouwkosten en geschiktmaking van gebouwen van het « Centre hospitalier universitaire de Liège » :	
	Vastleggingskredieten (<i>pro memorie</i>)	—
	Ordonnanceringskredieten	—
74.01	« Centre hospitalier universitaire de Liège ». — Uitrustingskosten :	
	Vastleggingskredieten (<i>pro memorie</i>)	—
	Ordonnanceringskredieten	—
	Totaal voor hoofdstuk VII :	
	Vastleggingskredieten	—
	Ordonnanceringskredieten	—
HOOFDSTUK VIII. — Kredietverleningen en deelnemingen		
81.01	Kredieten bestemd voor het voortzetten van de onroerende installaties van de « Université de Liège » :	
	Vastleggingskredieten (<i>pro memorie</i>)	437,0
	Ordonnanceringskredieten	300,0
	Totaal voor hoofdstuk VIII :	
	Vastleggingskredieten	437,0
	Ordonnanceringskredieten	300,0
Totaal voor sectie 54. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : universitair onderwijs en wetenschappelijk onderzoek :		
	Niet-gesplitste kredieten	425,7
	Vastleggingskredieten	762,0
	Ordonnanceringskredieten	450,0
SECTIE 64. — Organisatie van het Onderwijs (met inbegrip van het beheer van de P.M.S.-centra)		
HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)		
72.05	Aankoop, bouw en geschiktmaking van gebouwen bestemd voor de psycho-medisch-sociale centra van de Staat en voor hun raadplegingskabinetten (<i>pro memorie</i>) :	
	Vastleggingskredieten	—
	Ordonnanceringskredieten	—
	Totaal voor hoofdstuk VII :	—
	Vastleggingskredieten	—
	Ordonnanceringskredieten	—
Totaal voor sectie 64. — Organisatie van het Onderwijs (met inbegrip van het beheer van de P.M.S.-centra) : ...		
	Vastleggingskredieten	—
	Ordonnanceringskredieten	—

TITEL II. — Kapitaaluitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989

SECTIE 81. — Schoolgebouwen

01.01	Kredieten toegekend aan het Gebouwenfonds voor de rijksscholen of aan de instellingen die de opdrachten ervan uitvoeren (overdracht naar art. 60.47 A van titel IV)	1 575,0
01.02	Kredieten toegekend aan het Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen of aan de instellingen die de opdrachten ervan uitvoeren (overdracht naar art. 60.48 A van titel IV)	550,0
01.04	Kredieten voor betaling van vaste en definitieve vastleggingen vóór 1 januari 1989 verricht door het Gebouwenfonds voor de rijksscholen voor inrichtingen waarvan de eigendom aan de Franse Gemeenschap is overgedragen	2 208,8
01.05	Krediet voor betaling van toelagen voortvloeiend uit vaste en definitieve toezeggingen vóór 1 januari 1989 gedaan door het Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen voor inrichtingen die voor het onderwijs in de Gemeenschap bestemd zijn	1 470,5
Totaal voor sectie 81		<u>5 805,3</u>
Totaal voor deel I. — Kredieten voor de uitvoering van het investeringsprogramma		6 231,0
Vastleggingskredieten		762,0
Ordonnanceringskredieten		450,0

DEEL II

**Kredieten niet bestemd voor de uitvoering
van het investeringsprogramma**

**SECTIE 01
Kabinet van de Minister van Onderwijs en Vorming,
van Sport, van Toerisme en van Internationale Betrekkingen**

HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)

74.01	Vermogensuitgaven van het Kabinet	9,0
Totaal voor hoofdstuk VII		<u>9,0</u>
Totaal voor sectie 01. — Kabinet van de Minister van Onderwijs en Vorming, van Sport, van Toerisme en van Internationale Betrekkingen		9,0

**SECTIE 02
Kabinet van de Minister van Onderwijs
en Wetenschappelijk Onderzoek van de Franse Gemeenschap**

HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)

74.01	Vermogensuitgaven van het Kabinet	3,0
Totaal voor hoofdstuk VII		<u>3,0</u>
Totaal voor sectie 02. — Kabinet van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van de Franse Gemeenschap		3,0

SECTIE 40. — Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten

HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)

Investerings (civiele)

74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land	39,9
Totaal voor hoofdstuk VII		<u>39,9</u>
Totaal voor sectie 40. — Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten		39,9

TITEL II. — Kapitaaluitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989
SECTIE 51. — Voorschools- en basisonderwijs		
HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de sector overheid		
61.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs (<i>pro memorie</i>)	—
63.01	Uitrustingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
64.01	Uitrustingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
Totaal voor hoofdstuk VI ...		—
HOOFDSTUK VII. — Investeringsen (civiele)		
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land	0,1
Totaal voor hoofdstuk VII ...		0,1
Totaal voor sectie 51. — Voorschools- en basisonderwijs ...		0,1
SECTIE 52. — Secundair onderwijs		
HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de sector overheid		
61.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs (<i>pro memorie</i>)	—
63.01	Uitrustingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
64.01	Uitrustingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
Totaal voor hoofdstuk VI ...		—
HOOFDSTUK VII. — Investeringsen (civiele)		
70.01	Aanleg en uitrusting van speel- en sportpleinen	1,5
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land	0,2
Totaal voor hoofdstuk VII ...		1,7
Totaal voor sectie 52. — Secundair onderwijs ...		1,7
SECTIE 53. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte buitengewoon onderwijs		
HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de sector overheid		
61.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs (<i>pro memorie</i>)	—
63.01	Uitrustingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
64.01	Uitrustingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
Totaal voor hoofdstuk VI ...		—
HOOFDSTUK VII. — Investeringsen (civiele)		
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land	0,1
Totaal voor hoofdstuk VII ...		0,1
Totaal voor sectie 53. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte buitengewoon onderwijs ...		0,1

TITEL II. — Kapitaaluitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1989

**SECTIE 55. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek :
niet-universitair hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek**

**HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten
binnen de sector overheid**

61.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs (<i>pro memorie</i>)	—
63.01	Uitrustingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
64.01	Uitrustingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
Totaal voor hoofdstuk VI		—

HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)

74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land (<i>pro memorie</i>) ..	—
74.02	Aankoop van machines, meubilair, materieel bestemd voor de inrichtingen voor hoger onderwijs van het lange type (<i>pro memorie</i>)	—
Totaal voor hoofdstuk VII		—
Totaal voor sectie 55. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : niet-universitair hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek		—

**SECTIE 56. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs
voor sociale promotie : gedeelte sociale promotie**

**HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten
binnen de sector overheid**

61.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs (<i>pro memorie</i>)	—
63.01	Uitrustingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
64.01	Uitrustingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
Totaal voor hoofdstuk VI		—

HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)

74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land	0,1
Totaal voor hoofdstuk VII		0,1
Totaal voor sectie 56. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte sociale promotie		0,1

SECTIE 61. — Dienst voor het leerlingenvervoer

HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)

74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land (<i>pro memorie</i>) ..	—
Totaal voor hoofdstuk VII		—
Totaal voor sectie 61. — Dienst voor het leerlingenvervoer		—

		TITEL II. — Kapitaaluitgaven	(In miljoenen frank)	
Art.	TEKSTEN		1989	
SECTIE 64. — Organisatie van het Onderwijs (met inbegrip van het beheer van de P.M.S.-centra)				
HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de sector overheid				
61.01	Dotatie aan de Gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer (<i>pro memoria</i>)		—	
63.01	Uitrustingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde diensten voor beroepsoriëntering en psycho-medisch-sociale centra (<i>pro memoria</i>)		—	
64.01	Uitrustingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde diensten voor beroepsoriëntering en psycho-medisch-sociale centra (<i>pro memoria</i>)		—	
Totaal voor hoofdstuk VI			—	
HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)				
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land		3,2	
Totaal voor hoofdstuk VII			3,2	
Totaal voor sectie 64. — Organisatie van het Onderwijs (met inbegrip van het beheer van de P.M.S.-centra)			3,2	
Totaal voor deel II. — Kredieten niet bestemd voor de uitvoering van het investeringsprogramma			57,1	
Totaal voor deel A van Titel II. — Kapitaaluitgaven			6 286,1	
Vastleggingskredieten			762,0	
Ordonnanceringskredieten			450,0	
Algemeen totaal voor de delen A van de Titels I en II. — Begroting van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek			133 736,7	
Vastleggingskredieten			762,0	
Ordonnanceringskredieten			450,0	
			134 186,7	

				TITEL IV. — Afzonderlijke sectie	(In miljoenen frank)			
Art.	Litt.	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1989	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1989	

SECTIE I**Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming****HOOFDSTUK I. — Fondsen voornamelijk gestijfd door begrotingskredieten**

60	21	A	Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek (koninklijk besluit van 5 februari 1962, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 april 1965): programma's van collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek op ministerieel initiatief (zie art. 41.02, sectie 54 van Titel I)	0	103,2	68,3	34,9
60	23	A	Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek (koninklijk besluit van 5 februari 1962, gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 januari 1966 en bij overeenkomst van 8 april 1965): programma's van collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek op initiatief van navorsers (zie art. 41.02, sectie 54 van Titel I)	0	335	335	0

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Art.	Litt.	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1989	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1989
60	40 (24)	A	Kredieten voor de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Gemeenschap onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit nr. 167 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen, zoals het gewijzigd werd, inzonderheid bij de wet van 4 augustus 1986 : « Université de Liège » (wet van 27 juli 1971) (zie art. 61.05, sectie 54 van Titel II). De ontvangsten zullen bepaald worden op basis van de verdeling tussen de betrokken instellingen overeenkomstig artikel 61.05 van sectie 54	0	200,7	200,7	0
60	41 (27)	A	Kredieten voor de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Gemeenschap onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit nr. 167 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen, zoals het gewijzigd werd, inzonderheid bij de wet van 4 augustus 1986 : « Université de Mons » (wet van 27 juli 1971) (zie art. 61.05, sectie 54 van Titel II). De ontvangsten zullen bepaald worden op basis van de verdeling tussen de betrokken instellingen overeenkomstig artikel 61.05 van sectie 54	0	—	—	0
60	42 (30)	A	Kredieten voor de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Gemeenschap onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit nr. 167 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen, zoals het gewijzigd werd, inzonderheid bij de wet van 4 augustus 1986 : « Faculté des sciences agronomiques à Gembloux » (wet van 27 juli 1971) (zie art. 61.05, sectie 54 van Titel II). De ontvangsten zullen bepaald worden op basis van de verdeling tussen de betrokken instellingen overeenkomstig artikel 61.05 van sectie 54	0	—	—	0
60	44 (36)	A	Toelagen voor de onroerende installaties in de instellingen voor universitair onderwijs. — Instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Gemeenschap. — Onroerende installaties met sociale doeleinden (wet van 27 juli 1971) (zie art. 21.01, sectie 54 van Titel I)	0	63,7	63,7	0
60	45 (39)	A	Toelagen en financiële lasten voor de onroerende installaties in de instellingen voor universitair onderwijs. — Vrije universiteiten of andere vrije universitaire instellingen. — Onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek (wet van 27 juli 1971) (zie art. 44.08, sectie 54 van Titel I)	0	3 169,9	3 169,9	0
60	46 (42)	A	Toelagen voor de onroerende installaties in de instellingen voor universitair onderwijs. — Vrije universiteiten of andere vrije universitaire instellingen. — Onroerende installaties met sociale doeleinden (wet van 27 juli 1971) (zie art. 44.08, sectie 54 van Titel I)	0	316,9	316,9	0
Totalen voor hoofdstuk I				0	4 189,4	4 154,5	34,9
60	47	A	Dotatie aan het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen (sector Franse Gemeenschap) of aan de instellingen die de opdrachten ervan uitvoeren (overdracht van art. 01.01 van sectie 81, Titel II) .	0	1 575	1 575	0
60	48	A	Dotatie aan het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen (sector Franse Gemeenschap) of aan de instellingen die de opdrachten ervan uitvoeren (overdracht van art. 01.92 van sectie 81, Titel II)	0	550	550	0
60	51	A	Dotatie aan het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen (sector Franse Gemeenschap) of aan de instellingen die de opdrachten ervan uitvoeren voor het dekken van ordonnanceringen die voortvloeien uit toezeggingen van vóór 1 januari 1989)	0	2 209,8	2 209,8	0
60	52	A	Dotatie aan het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen (sector Franse Gemeenschap) of aan de instellingen die de opdrachten ervan uitvoeren, voor de betaling van toelagen voortvloeiend uit vaste en definitieve toezeggingen van vóór 1 januari 1989	0	1 470,5	1 470,5	0

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Art.	Litt.	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1989	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1989
------	-------	-----------------------	---------	-------------------------	--------------------------	-----------------------	---------------------------

HOOFDSTUK II. — *Wederbeleggingsfondsen van begrotingskredieten*

63	02 (34)	C	Leningsfonds voor de personeelsleden in actieve dienst, aan de gepensioneerden en aan hun weduwe, rechthebbende op een overlevingspensioen (zie art. 11.05, sectie 40 van Titel I)	0	2,5	2,5	0
Totalen voor hoofdstuk II				0	5 807,8	5 807,8	0

HOOFDSTUK III. — *Fondsen gestijfd door bijzondere inkomsten*

66	01 (58)	A	Opbrengst van het kapitaal bestemd tot behoud van de verzamelingen aan de Gemeenschap overgemaakt voor de « Université de Liège » door baron Wittert en tot vermeerdering van de oude boeken en gravuren en van de Chinese boeken (koninklijk besluit van 14 mei 1903 en overeenkomst tot inkoop van eeuwigdurende rente gesloten op 10 mei 1938)	0	0,1	0,1	0
66	10	C	Speciale fondsen bestemd voor het uitkeren van de bezoldiging en de onkosten van de controleorganen van de Gemeenschap bij de instellingen van openbaar nut, onderworpen aan de wetten van 10 juni 1937 en van 16 maart 1954, alsmede bij alle andere parastatale instellingen	0	0,1	0,1	0
66	20 (18)	A	Fonds bestemd voor de aanwending van de opbrengst van de internaatsgelden van de Belgische en van de buitenlandse leerlingen en studenten waarvan de ouders niet in België verblijven en die in een internaat toegevoegd aan een onderwijsinstelling zijn ondergebracht	0	0,1	0,1	0
66	21 (21)	A	Fonds bestemd voor de aanwending van de opbrengst van het schoolgeld van de buitenlandse leerlingen en studenten waarvan de ouders niet in België gedomicilieerd zijn en die onderwijs genieten in een onderwijsinstelling	0	2,5	2,5	0
66	22 (24)	A	Fonds bestemd voor de aanwending van het deel van het schoolgeld van de buitenlandse leerlingen en studenten waarvan de ouders niet in België gedomicilieerd zijn en die onderwijs genieten in een officiële gesubsidieerde onderwijsinstelling, deel dat het bedrag overtreft der afhoudingen gedaan door deze instellingen uit hoofde van de werkingstoelagen verschuldigd voor diezelfde leerlingen en studenten	0	10,0	10,0	0
66	23 (27)	A	Fonds bestemd voor de aanwending van het deel van het schoolgeld van de buitenlandse leerlingen en studenten waarvan de ouders niet in België gedomicilieerd zijn en die onderwijs genieten in een vrije gesubsidieerde onderwijsinstelling, deel dat het bedrag overtreft der afhoudingen gedaan door deze instellingen uit hoofde van de werkingstoelagen verschuldigd voor diezelfde leerlingen en studenten	0	30,0	30,0	0
66	26 (36)	A	Fonds bestemd voor de aanwending van de opbrengst van de abonnementsgelden voor het vervoer van leerlingen, evenals van de sommen gerecupereerd door de juridische dienst ingevolge ongevallen met voertuigen beheerd door de dienst voor leerlingenvervoer	0	10	10	0
66	27	A	Fonds bestemd voor de aanwending van de opbrengst van het ter beschikking stellen der schoollokalen en terreinen na de schooluren aan verenigingen voor het beleggen van eigen socio-culturele activiteiten overeenkomstig de ministeriële omzendbrief nr. 901/VG.8/1978, dd. 15 februari 1978, voor het betalen van onderhouds- en uitbatingskosten	—	—	—	—
66	33 (57)	A	Fonds bestemd voor de aanwending van het inschrijvingsgeld betaald door de leerlingen van een Rijksinrichting voor sociale promotie (<i>pro memorie</i>)	—	—	—	—
66	34	A	Fonds bestemd voor de aanwending van het inschrijvingsgeld betaald door de leerlingen van een gesubsidieerde officiële onderwijsinstelling voor sociale promotie (<i>pro memorie</i>)	—	—	—	—

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Art.	Litt.	Wijze van beschik- king	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1989	Ontvang- sten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 decem- ber 1989
66	35 (63)	A	Fonds bestemd voor de aanwending van het inschrijvingsgeld betaald door de leerlingen van een gesubsidieerde vrije onderwijsinrichting voor sociale promotie (<i>pro memorie</i>)	—	—	—	—
66	36 (66)	B	Fonds bestemd voor de opbrengst van de terugvordering van de lonen, wedden en weddetoelagen, uitkeringen en bijkomende voordelen van de personeelsleden van het onderwijs van de Gemeenschap of de Staat en het door de Gemeenschap of de Staat gesubsidieerd onderwijs, ter beschikking gesteld buiten het onderwijs en de opbrengst van de terugvordering van bedragen die ten onrechte werden betaald als lonen, wedden, weddetoelagen, uitkeringen en bijkomende voordelen aan het personeel van het gemeenschaps- of rijksonderwijs en aan het personeel van het door de Gemeenschap of de Staat gesubsidieerd onderwijs	0	500	500	0
66	37	B	Fonds bestemd voor de opbrengst van de verkoop van roerende goederen en van diverse prestaties	0	0,1	0,1	0
67	02 (70)	B	Stichtingen, schenkingen, legaten en prijzen (overeenkomstig de tabel in bijlage)	—	0,7	0,7	—
Totalen voor hoofdstuk III				0	553,6	553,6	—
Totalen voor sectie I. — Uitgaven van de Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming				0	10 550,8	10 515,9	34,9
SECTIE II							
Gemeenschapsdiensten onderworpen aan bijzondere beheersregelen							
HOOFDSTUK I <i>Gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer</i>							
70	20 (81)	C	Opvoedingsgestichten behorende bij het Ministerie van Onderwijs. — Exploitatiefonds	19,5	6,5	5	21
Totalen voor hoofdstuk I				19,5	6,5	5	21
HOOFDSTUK Ibis. — Gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer van het gemeenschapsonderwijs							
70	02 (27)	C	Samengevoegde begrotingen van de gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer van het gemeenschapsonderwijs (overdracht van art. 41.23, secties 51, 52, 53, 55 en 56 van Titel I)	—	3 012,6	3 012,6	—
70	04 (33)	C	Samengevoegde begrotingen van de gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer van het gemeenschapsonderwijs (overdracht van art. 41.23, sectie 64 van Titel I)	—	100	100	—
Totalen voor hoofdstuk Ibis				—	3 112,6	3 112,6	—
Totalen voor sectie II. — Gemeenschapsdiensten onderworpen aan bijzondere beheersregelen				19,5	3 119,1	3 117,6	21
Totalen voor Titel IV. — Afzonderlijke sectie				19,5	13 669,9	13 633,5	55,9